

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1316

29 mai 2008

SOMMAIRE

Act International S. à r.l.	63123	Global Market Insights	63131
Act International S. à r.l.	63123	Goelan S.C.I.	63131
Advit	63132	Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	63168
Alpina Real Estate Company S.C.A.	63122	Immobilière N. Arend S.à r.l.	63168
Alpina Real Estate Fund SCA	63122	ING Multi-Strategies Management (Lux)	
Assets & Buildings Investments I S.A.	63131	SA	63125
Associated Services Vins et Spiritueux		International Business Solutions S.A.	63123
S.à.r.l.	63126	International Business Solutions S.A.	63124
Associated Services Vins et Spiritueux		" LE POSTILLON " Auberge-Restaurant	
S.à.r.l.	63127	Sàrl	63133
AZL AI Nr. 2 Sàrl	63122	Lucky Break	63124
Best-Sellers Luxembourg S.A.	63124	Lux Euro-Asian Investments II S.à r.l.	63129
Brasserie des Casemates S.à.r.l.	63128	Maxmathal Développement S.A.	63125
Compagnie de Promotion et de Finance-		Maxmathal Développement S.A.	63127
ment Holding S.A.	63133	Maxmathal Développement S.A.	63126
Compagnie de Promotion et de Finance-		Neischengen	63132
ment Holding S.A.	63133	Precious Cars International S.A.	63123
Compagnie de Promotion et de Finance-		Puxian Investments S.à r.l.	63130
ment Holding S.A.	63128	Restaurant Senningen	63134
Côté Stores	63129	Service Informatique	63128
D.M.C. Luxembourg S.A.	63134	Sieg Holding S.A.	63129
Double A Technologies Group	63131	Stars One Finance S.A.	63122
Environment Point S.A.	63126	Steinfort Energy S.A.	63133
Environment Point S.A.	63127	Super Selector S.à r.l.	63135
Europa Real Estate II S.à r.l.	63134	Toulouse Luxco	63137
Europa Steel S.à r.l.	63135	Unisys Belgium	63134
Fairlee Invest S.A.	63122	Vital Center International S.A.	63128
Financière Luxembourgeoise Réunion	63132	Windhof S.à r.l.	63126
Formation et Communication S.A.	63124	Windhof S.à r.l.	63127
Fulflex S.A.	63129	Zaune Invest S.A.	63130
Globalinvest S.A.	63130		
Global Market Insights	63125		

Stars One Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 85.002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/05/08.

Signature.

Référence de publication: 2008060169/768/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00581. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Fairlee Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 71.243.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008060317/239/12.

(080067032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

AZL AI Nr. 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 817.000.000,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 117.806.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft vom 25. April 2008 geht hervor, dass das Mandat der KPMG AUDIT S.à r.l., mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 103.590, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, um ein Jahr verlängert wurde, dies bis zur ordentlichen Generalversammlung, welche über die Jahreskonten des Geschäftsjahres 2008 beschließt.

Für Auszug und Veröffentlichung

RA Christian Jungers

Référence de publication: 2008060861/5499/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01408. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

**Alpina Real Estate Company S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. Alpina Real Estate Fund SCA).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 131.697.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 mai 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008061757/239/13.

(080068892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Act International S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8238 Mamer, 5, rue Pierre Krier-Becker.

R.C.S. Luxembourg B 98.858.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2008.

ACT INTERNATIONAL sàrl, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle

Michel JOSSOT

Référence de publication: 2008063008/6446/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07017. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Act International S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8238 Mamer, 5, rue Pierre Krier-Becker.

R.C.S. Luxembourg B 98.858.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2008.

ACT INTERNATIONAL sàrl, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle

Michel JOSSOT

Référence de publication: 2008063010/6446/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07023C. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Precious Cars International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 64.197.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2008.

Référence de publication: 2008063005/809/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2008, réf. LSO-CP05021. - Reçu 30,0 euros.

Signature.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

International Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 104.709.

Objet: Démission Mandat d'Administrateur

Par la présente, je vous notifie ma démission en tant qu'administrateur de la société "International Business Solutions SA" suivant mandat reçu le 24.10.2004.

La présente est d'effet immédiat.

Vendredi 24 novembre 2006.

Référence de publication: 2008063030/8402/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09480. - Reçu 89,0 euros.

Maurits Alexander Hondius.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

International Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 104.709.

Objet: Démission Mandat d'Administrateur

Par la présente, je vous informe de ma démission en tant qu'administrateur de la société "International Business Solutions SA" suivant mandat reçu à l'assemblée générale constitutive du 24.10.2004.

La présente est d'effet immédiat.

Vendredi 24 novembre 2006.

Léon Bellers.

Référence de publication: 2008063031/8402/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09479. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Formation et Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4732 Pétange, 18, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 86.930.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aloyse BIEL

Notaire

Référence de publication: 2008063028/203/11.

(080063313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Lucky Break, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.-F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 103.669.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063027/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2008, réf. LSO-CP08766. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Best-Sellers Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5230 Sandweiler, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 47.755.

Constituée sous forme de société anonyme suivant acte reçu par M^e Alex WEBER, notaire alors de résidence à Bascharage, en date du 18 mai 1994, publié au Mémorial C no 374 du 3 octobre 1994.

Le bilan au 31 janvier 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3/4/08.

Pour Best-Sellers Luxembourg S.A.

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2008062999/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2008, réf. LSO-CP02648. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

ING Multi-Strategies Management (Lux) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 81.325.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 15 avril 2008

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateurs de Monsieur Robert J. MILLER, Vice-Président Exécutif et Directeur Général Financier, avec adresse professionnelle 230 Park Avenue, 14th Avenue à NY-10169 New York, de Monsieur Gerald T. LINS, Conseiller Général, 230 Park Avenue, 14th Avenue à NY-10169 New York, de Monsieur Kevin CASSIDY, Vice-Président Exécutif, avec adresse professionnelle 230 Park Avenue, 14th Avenue à NY-10169 New York, de Monsieur Guy de MARNIX, Directeur Général, avec adresse professionnelle à Genève (Suisse), de Monsieur Brian FISCHER, Directeur Général, avec adresse professionnelle à New York et de Monsieur Pierre DELANDMETER, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 8-10, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires, Monsieur Paul D. GYRA, Vice-Président Exécutif, avec adresse professionnelle 230 Park Avenue à NY-10169 New York, Monsieur Harold S. YOON, Vice-Président Senior, avec adresse professionnelle 230 Park Avenue à NY-10169 New York et Monsieur Robert H. PONT-BRIAND, Vice-Président, avec adresse professionnelle 230 Park Avenue à NY-10169 New York. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui se tiendra en 2014.

- L'Assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de Ernst & Young 7, Parc d'Activité Syrdall à L-5365 Munsbach. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 15 avril 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008063032/655/28.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2008, réf. LSO-CP06660. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Global Market Insights, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2611 Luxembourg, 85-91, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 93.696.

—
Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063002/759/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2008, réf. LSO-CP03036. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Maxmathal Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 90.342.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/08.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008063068/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP01894. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080061004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2008.

Maxmathal Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 90.342.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/08.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2008063070/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP01891. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080061005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2008.

Windhof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 13-14, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 92.421.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/2008.

Pour WINDHOF S.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2008063065/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 2008, réf. LSO-CP06149. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080061673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2008.

Environment Point S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 18, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 89.518.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
pp Van Koppen E.

Référence de publication: 2008063061/1559/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07169. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080062198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2008.

Associated Services Vins et Spiritueux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1245 Luxembourg, 40, rue de Bragançe.
R.C.S. Luxembourg B 29.632.

Les comptes annuels au 31.12.2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.04.08.

Signature.

Référence de publication: 2008063026/8923/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09450. - Reçu 97,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Maxmathal Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 90.342.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/08.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008063074/1321/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP01888. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080061018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2008.

Windhof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 13-14, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 92.421.

Les comptes annuels au 31/12/2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/2008.

Pour WINDHOF S.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2008063066/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 2008, réf. LSO-CP06146C. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080061679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2008.

Environment Point S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 18, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 89.518.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

pp Van Koppen E.

Référence de publication: 2008063060/1559/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07161. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080062204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2008.

Associated Services Vins et Spiritueux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1245 Luxembourg, 40, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 29.632.

Les comptes annuels au 31/12/2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.04.08.

Signature.

Référence de publication: 2008063025/8923/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09450. - Reçu 97,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080063395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2008.

Brasserie des Casemates S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 4-6, rue de la Loge.

R.C.S. Luxembourg B 45.567.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Brasserie des Casemates

Signature

Référence de publication: 2008063096/1113/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2008, réf. LSO-CP06523. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2008.

Service Informatique, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8181 Kopstal, 17, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 85.838.

Le bilan au 19.03.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063090/8389/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ00928. - Reçu 101,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080065988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2008.

Compagnie de Promotion et de Financement Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 9.570.

Les comptes annuels au 31.08.2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2008.

Pour COMPAGNIE DE PROMOTION ET DE FINANCEMENT HOLDING S.A., société anonyme holding

Experta Luxembourg, société anonyme

Liette HECK / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008063053/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP08062. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080062821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Vital Center International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 49, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 78.706.

EXTRAIT

La société Fidu-Concept Sàrl, démissionne de sa fonction de commissaire aux comptes de la société Vital Center international SA avec effet au 24.04.2008.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2008060639/3560/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00216. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Sieg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 49, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 78.703.

EXTRAIT

La société Europe Fiduciaire (Luxembourg) SA, démissionne de sa fonction de commissaire aux comptes de la société Sieg Holding SA avec effet au 24.04.08.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2008060640/3560/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00215. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Lux Euro-Asian Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: USD 115.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 81.405.

Par résolution signée en date du 11 février 2008, les associés ont accepté la démission de Monsieur Benjamin Drew Velvin III, avec adresse professionnelle au 717, Suite 2200, North Harwood Street, USA-75201 Dallas, Texas, Etats-Unis, de son mandat de liquidateur avec effet au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008060636/5499/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00508. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Côté Stores, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 105.378.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 mai 2008.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2008060774/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09661. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Fulflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 28.547.

Le bilan et l'annexe au 30 décembre 2006, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063022/556/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07202. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080062311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Globalinvest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 32.325.

—

Infolge der eingeschriebenen Briefe vom 11. April 2008 wurde folgendes beschlossen:

1. Der Sitz der Gesellschaft GLOBALINVEST S.A., Société Anonyme, 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg ist mit sofortiger Wirkung gekündigt.

2. PKF Weber & Bontemps tritt mit sofortiger Wirkung als Kommissar zurück.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 15. April 2008.

Pour la société

PKF Weber & Bontemps

Experts comptables et fiscaux

Réviseurs d'entreprise

Signatures

Référence de publication: 2008063024/592/19.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2008, réf. LSO-CP06407. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Puxian Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 725.000.000,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 112.841.

—

AUSZUG

Aus dem Protokoll der jährlichen Generalversammlung der Gesellschaft vom 25. April 2008 geht hervor, dass das Mandat der Gesellschaft KPMG AUDIT S.à r.l., mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 103.590, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, um ein Jahr verlängert wurde, dies bis zur ordentlichen Generalversammlung, welche über die Jahreskonten des Geschäftsjahres 2008 beschließt.

Für Auszug und Veröffentlichung

RA Christian Jungers

Référence de publication: 2008060860/5499/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01411. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Zaune Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 101.798.

—

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2008

Après avoir pris connaissance de la lettre de démission du commissaire, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé, à l'unanimité, les points suivants:

- Elle accepte la démission du commissaire, la s.a. Vericom, avec effet au 20 mars 2008.

- Elle désigne comme commissaire, avec effet au 31 mars 2008, la s.p.r.l. Jaka, sise à B-1300 Limal (Belgique), rue Champêtre, 2. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2013.

La séance est levée à 9.00 heures, l'ordre du jour étant épuisé.

I.F.A. Holding s.a. / Gefilux s.a.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2008063080/1219/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2008, réf. LSO-CP07324. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2008.

Global Market Insights, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2611 Luxembourg, 85-91, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 93.696.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063003/759/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2008, réf. LSO-CP03040. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080060639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Double A Technologies Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette,
R.C.S. Luxembourg B 82.878.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23.04.2008.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN
259, route d'Esch, L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2008062996/596/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP02240. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080060361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Goelan S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg E 1.614.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 1^{er} avril 2008 que M. Fernand HEIM, directeur financier, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, a été nommé au poste de gérant pour une durée indéterminée en remplacement de M. Gérard MULLER, démissionnaire.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL
Signature

Référence de publication: 2008062983/521/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2008, réf. LSO-CP05832. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080061158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2008.

Assets & Buildings Investments I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 135.150.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 7 mai 2008.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2008061801/239/12.

(080068730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Neischengen, Société Civile.

Siège social: L-5441 Remerschen, 28, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg E 2.060.

—
CONSTAT DE CESSIONS DE PARTS

Le gérant de la société civile NEISCHENGEN, ayant son siège social à L-5441 Remerschen, 28, route de Mondorf, (RCS Luxembourg N ° E.2060), atteste que la société ne détient pas d'immeuble au Luxembourg et que suite à différentes cessions:

Monsieur René LEMAIRE, ne détient plus de participations dans la société:

Monsieur Willy LEMAIRE, demeurant: B-7500 Tournai, 75, rue Doublet, est resté propriétaire de 2 parts sociales

Mademoiselle Maggy LEMAIRE, demeurant: 7, rue du Pont, F-45000 Orléans, est devenue propriétaire de 48 parts

Mademoiselle Nathalie LEMAIRE, demeurant: 45 09 28th avenue, Astoria, New York, USA, est devenue propriétaire de 48 parts

Pour extrait conforme

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2008063036/206/21.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 2008, réf. LSO-CO05770. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2008.

Luxfier S.A., Financière Luxembourgeoise Réunie, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 52.358.

Par la présente, je me permets de vous informer que je démissionne en tant qu'administrateur de la société de droit luxembourgeois LUXFIER, FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE REUNIE SA sise à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 13 mai 2002.

Cindy REINERS.

Référence de publication: 2008063040/309/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2008, réf. LSO-CP07095. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080064260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2008.

Advit, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.
R.C.S. Luxembourg B 77.320.

—
Procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2008

Après avoir pris connaissance de la lettre de démission du commissaire, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé, à l'unanimité, les points suivants:

- Elle accepte la démission du commissaire, la s.a. Vericom, avec effet au 20 mars 2008.

- Elle désigne comme commissaire, avec effet au 31 mars 2008, la s.p.r.l. Jaka, sise à B1300 Limal (Belgique), rue Champêtre, 2. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2013.

La séance est levée à 09h00, l'ordre du jour étant épuisé.

I.F.A. Holding s.a. / Gefilux s.a.

Propriétaire de 300 actions / propriétaire de 10 actions

Signature / Signature

Adm del / Adm del

Référence de publication: 2008062987/1219/20.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2008, réf. LSO-CP05819. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Compagnie de Promotion et de Financement Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 9.570.

Les comptes annuels au 31.08.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2008.

Pour COMPAGNIE DE PROMOTION ET DE FINANCEMENT HOLDING S.A., société anonyme holding

Experta Luxembourg, société anonyme

Liette HECK / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008063049/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP08054. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080062810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Compagnie de Promotion et de Financement Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 9.570.

Les comptes annuels au 31.08.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2008.

Pour COMPAGNIE DE PROMOTION ET DE FINANCEMENT HOLDING S.A., société anonyme holding

Experta Luxembourg, société anonyme

Liette HECK / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008063051/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP08060. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080062818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

" LE POSTILLON " Auberge-Restaurant Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 7, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 96.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008063055/6825/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08494. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080062605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Steinergy S.A., Steinfort Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8443 Steinfort, 4, Square General Patton.
R.C.S. Luxembourg B 114.799.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.04.08.

Signature.

Référence de publication: 2008063054/2846/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2008, réf. LSO-CP08960. - Reçu 36,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080062453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2008.

Unisys Belgium, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 15.218.

—
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société
tenue le 26 février 2008*

La nouvelle adresse de la Succursale est la suivante: 9, route des trois Cantons, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg. Cette modification sera effective à compter du 26 février 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Unisys Belgium

Signature

Référence de publication: 2008063034/267/16.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP07745. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080063819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2008.

Europa Real Estate II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 103.095.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008061797/239/12.

(080068578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

D.M.C. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort,

R.C.S. Luxembourg B 51.192.

—
Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008062995/1420/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 mars 2008, réf. LSO-CO08074. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080060297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2008.

Restaurant Senningen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6960 Senningen, 114, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 133.925.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008060335/239/12.

(080067352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Europa Steel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 114.112.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 2008.
Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2008060339/239/12.

(080067373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Super Selector S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 151.200,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 123.213.

In the year two thousand eight, on the twenty-first day of April.
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

New Super Selector S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 129.100;

here represented by Ms. Katarzyna Kuszewska, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. New Super Selector S.à r.l. is the sole shareholder of Super Selector S.à r.l. (the Sole Shareholder), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, on December 4, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 313, page 14992, on March 6, 2007 (the Company).

II. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on January 31, 2008, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. The corporate capital of the Company is fixed at one hundred and fifty one thousand two hundred euro (EUR 151,200) represented by (i) six hundred and twenty five (625) class A «tracker» shares, (ii) six hundred and twenty five (625) class B «tracker» shares, (iii) six hundred and twenty five (625) class C «tracker» shares, (iv) two thousand four hundred and ninety six (2,496) class D «tracker» shares (and (v) one thousand six hundred and seventy seven (1,677) Class E «tracker» shares, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. the waiver of the convening notice; and
2. the amendment of articles 5.7. and 5.9 of the articles of association of the Company.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present meeting, the Sole Shareholder waives the convening notice considering himself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder furthermore resolves to amend articles 5.7 and 5.9 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.7.** Subject to articles 5.1. and 5.9., the Designated Assets in respect of the Class C Shares are all rights and interests in PENCILBULB LIMITED (a company registered in England with company number 5981569), including the loan notes in JDR Enterprises Limited dated April 21, 2008 designated to the Class C Shares by the board of managers of the Company, which the Company may own from time to time (the «Class C Designated Assets»).

Art. 5.9. Subject to articles 5.1. and 5.7., the Designated Assets in respect of the Class E Shares are all rights and interests in SHELL ACQUISITIONS LIMITED (a company registered in England with company number 06318538), excluding the loan notes in JDR Enterprises Limited dated April 21, 2008 designated to the Class C Shares by the board of managers of the Company, which the Company may own from time to time (the «Class E Designated Assets»).

There being no further business, the meeting is closed.

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR 1,000.- (one thousand euro).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. In case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-et-unième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

New Super Selector S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.100;

représentée par Mlle Katarzyna Kuszewska, avocate, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. New Super Selector S.à.r.l., st l'associé unique de Super Selector S.à.r.l. (l'Associé Unique), une société à responsabilité limitée constituée suivant un acte de Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 mars 2007, numéro 313, page 14992 (la Société).

II. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné, en date du 31 janvier 2008, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations.

III. Le capital social de la Société est fixé à cent cinquante et un mille deux cents euros (EUR 151.200) représenté par (i) six cent vingt-cinq (625) parts sociales «traçantes» de classe A, (ii) six cent vingt-cinq (625) parts sociales «traçantes» de classe B, (iii) six cent vingt-cinq (625) parts sociales «traçantes» de classe C, (iv) deux mille quatre cent quatre-vingt-seize (2.496) parts sociales «traçantes» de classe D et (v) mille six cent soixante-dix-sept (1.677) parts sociales «traçantes» de classe E, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation à l'avis de convocation; et
2. Modification des articles 5.7 et 5.9 des statuts de la Société.

Sur quoi, la partie comparante, agissant par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la société étant représenté à la présente assemblée, l'Associé Unique renonce à l'avis de convocation se considérant comme ayant été dûment convoqué et informé de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de plus de modifier les articles 5.7 et 5.9 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

" **Art.5.7.** Sous réserve des articles 5.1. et 5.9., les Actifs Désignés en relation avec les Parts Sociales de Classe C sont tous les droits et intérêts dans PENCILBULB LIMITED (une société immatriculée en Angleterre sous le numéro de société 5981569), y compris les contrats de prêts dans JDR Enterprises Limited en date du 21 avril 2008 désignés comme Parts Sociales de Classe C par le conseil de gérance de la Société, que la Société peut détenir de temps à autre (les «Actifs Désignés de Classe C»).

" **Art.5.9.** Sous réserve des articles 5.1. et 5.7., les Actifs Désignés en relation avec les Parts Sociales de Classe E sont tous les droits et intérêts dans SHELL ACQUISITIONS LIMITED (une société immatriculée en Angleterre sous le numéro de société 06318538), non compris les contrats de prêts dans JDR Enterprises Limited en date du 21 avril 2008 désignés comme Parts Sociales de Classe C par le conseil de gérance de la Société, que la Société peut détenir de temps à autre (les «Actifs Désignés de Classe E»).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte sont évalués approximativement à EUR 1.000.- (mille euros).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: K. KUZEWSKA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2008. Relation: LAC/2008/16638. - Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008061885/242/122.

(080069466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2008.

Toulouse Luxco, Société en Commandite par Actions.

Capital social: GBP 33.094,65.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 136.808.

In the year two thousand and eight, on the twentieth of February.

Before us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of Toulouse Luxco (the "Company"), a société en commandite par actions, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg trade and companies' register, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 14 February 2008, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is opened at 11.00A.M., with Ms Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary Flora Gibert, jurist, with professional address in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Creation of different classes of shares divided into class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), class C ordinary shares (the "Class C Ordinary Shares"), class D ordinary shares (the "Class D Ordinary Shares") and manager share(s) (the "Manager Share(s)");

2. Conversion of (a) the existing twenty-four thousand nine hundred ninety-eight (24,998) ordinary shares owned by VSS Communications Partners IV, L.P., a limited partnership governed by the laws of the state of Delaware, having its registered office at 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, U.S.A., registered with the Secretary of State of the state of Delaware under number 3752318, into twenty-four thousand nine hundred ninety-eight (24,998) Class A Ordinary Shares, and (b) the existing one (1) ordinary share owned by Toulouse Manager, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, into one (1) Class A Ordinary Share;

3. Reduction of the nominal value of the shares from one pound Sterling (GBP 1.-) down to five pence (GBP 0.05) by increasing the number of issued shares from twenty-four thousand nine hundred ninety-nine (24,999) A Ordinary Shares

to four hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty (499,980) A Ordinary Shares and from one (1) Manager Share to twenty (20) Manager Shares.

4. Reduction of the share capital of the Company from its current amount of twenty-five thousand pound Sterling (GBP 25,000) down to an amount of seven hundred ten pound Sterling and fifty pence (GBP 710.50) through the cancellation of four hundred eighty-five thousand seven hundred seventy-one (485,771) Class A Ordinary Shares and nineteen (19) Manager Shares of five pence (GBP 0.05) each and allocation of the redemption amount to the Company's share premium.

5. Increase of the share capital of an amount of thirty-two thousand three hundred eighty-four pound Sterling and fifteen pence (GBP 32,384.15) in order to increase it from its current amount of seven hundred ten pound Sterling and fifty pence (GBP 710.50) up to thirty-three thousand ninety-four pound Sterling and sixty-five pence (GBP 33,094.65) through the issuance of four hundred twenty-four thousand one hundred nine (424,109) Class A Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each, sixty-three thousand one hundred two (63,102) Class B Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each, seventy-three thousand six hundred nineteen (73,619) Class C Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each and eighty-six thousand eight hundred fifty-three (86,853) Class D Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each, whereby the current shareholders of the Company waive their preferential subscription rights.

6. Amendment of the Company's purpose as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and any other form of investment, including the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of any such participations and the administration, voting and control of any such participations.

The Company may further guarantee, grant loans, issue any kind of securities (including, but without limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates or other debt or equity securities) or otherwise assist the Target and any other entity in which it holds a direct or indirect participation, or which forms part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, or financial activities, or enter into any kind of agreement or contract, which it may deem useful in accomplishment of its purpose."

7. Amendment of the provisions of redeemable shares providing specifically for, among others, the requirement of an approval by the holder of a majority of the outstanding Ordinary Shares for the redemption of redeemable shares and the calculation of the redemption price.

8. Amendment of the terms of the authorized share capital further to the creation of different classes of shares and the amendment of the shares' nominal value by setting the authorized capital at three hundred seventy-five million pound Sterling (GBP 375,000,000) represented by five billion (5,000,000,000) Class A Ordinary Shares, nine hundred million (900,000,000) Class B Ordinary Shares, eight hundred million (800,000,000) Class C Ordinary Shares and eight hundred million (800,000,000) Class D Ordinary Shares, each having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share, and authorization of the manager to increase the share capital of the Company within the limits of the authorized share capital without reserving a preferential subscription right to the existing shareholders.

9. Restrictions on the transfer of securities issued by the Company.

10. Options granted by holders of Executive Securities on such holders Executive Securities in favour of the Company or any assignee.

11. Specific distribution mechanism applicable to the various classes of shares.

12. Full restatement of the articles of incorporation of the Company.

13. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to create different classes of shares divided into class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), class C ordinary shares (the "Class C Ordinary

Shares"), class D ordinary shares (the "Class D Ordinary Shares") and manager share(s) (the "Manager Share(s)"), which are more precisely specified in the new articles 6.1 to 6.6 of the amended and restated articles of incorporation.

Second resolution

The general meeting decides to convert the twenty-four thousand nine hundred ninety-eight (24,998) ordinary shares owned by VSS Communications Partners IV, L.P., a limited partnership governed by the laws of the state of Delaware, having its registered office at 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, U.S.A., registered with the Secretary of State of the state of Delaware under number 3752318, into twenty-four thousand nine hundred ninety-eight (24,998) Class A Ordinary Shares, and the existing one (1) ordinary share owned by Toulouse Manager, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, into one (1) Class A Ordinary Share.

Third resolution

The general meeting resolves to reduce the nominal value of the shares from one pound Sterling (GBP 1.-) down to five pence (GBP 0.05) by increasing the number of issued shares from twenty-four thousand nine hundred ninety-nine (24,999) A Ordinary Shares to four hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty (499,980) A Ordinary Shares and from one (1) Manager Share to twenty (20) Manager Shares.

Further to such reduction of the nominal value of the shares the four hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty (499,980) A Ordinary Shares and the twenty (20) Manager Shares are held as follows:

- four hundred ninety-nine thousand nine hundred sixty (499,960) A Ordinary Shares are held by VSS Communications Partners IV, L.P., a limited partnership governed by the laws of the state of Delaware, having its registered office at 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, U.S.A., registered with the Secretary of State of the state of Delaware under number 3752318; and
- twenty (20) A Ordinary Shares and twenty (20) Manager Shares are held by Toulouse Manager, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, whose registration with the Luxembourg trade and companies' register is still pending.

Fourth Resolution

The general meeting decides to reduce the share capital of the Company from its current amount of twenty-five thousand pound Sterling (GBP 25,000) down to an amount of seven hundred ten pound Sterling and fifty pence (GBP 710.50) through the cancellation of (i) four hundred eighty-five thousand seven hundred seventy-one (485,771) Class A Ordinary Shares of which four hundred eighty-five thousand seven hundred fifty-one (485,751) A Ordinary Shares are held by VSS Communications Partners IV, L.P., prenamed and twenty (20) A Ordinary Shares are held by Toulouse Manager, prenamed and (ii) nineteen (19) Manager Shares of five pence (GBP 0.05).

Further to such capital reduction, the amount of twenty-four thousand two hundred eighty-nine pound Sterling and fifty pence (GBP 24,289.50) resulting from the cancellation shall be allocated to the Company's share premium account which is exclusively reserved for allocation to the Class A Ordinary Shares.

After the capital reduction, the shares of the Company are held as follows:

- fourteen thousand two hundred nine (14,209) A Ordinary Shares are held by VSS Communications Partners IV, L.P., prenamed; and
- one (1) Manager Share is held by Toulouse Manager, prenamed.

Fifth Resolution

The general meeting decides to increase the share capital of the Company of an amount of thirty-two thousand three hundred eighty-four pound Sterling and fifteen pence (GBP 32,384.15) in order to increase it from its current amount of seven hundred ten pound Sterling and fifty pence (GBP 710.50) up to thirty-three thousand ninety-four pound Sterling and sixty-five pence (GBP 33,094.65) through the issuance of four hundred twenty-four thousand one hundred nine (424,109) Class A Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each, sixty-three thousand one hundred two (63,102) Class B Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each, seventy-three thousand six hundred nineteen (73,619) Class C Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each and eighty-six thousand eight hundred fifty-three (86,853) Class D Ordinary Shares, having a par value of five pence (GBP 0.05) each.

The four hundred twenty-four thousand one hundred nine (424,109) Class A Ordinary Shares, sixty-three thousand one hundred two (63,102) Class B Ordinary Shares, seventy-three thousand six hundred nineteen (73,619) Class C Ordinary Shares and eighty-six thousand eight hundred fifty-three (86,853) Class D Ordinary Shares have been subscribed as follows:

Subscriber / Address	Class A	Class B	Class C	Class D
Simon Reed Kimble, 125 Blythe Road, London, W14 0HL	131,798	27,036	31,542	37,276
Timothy James Pilcher, 25 Crescent Grove Clapham, London, SW4 7AF	131,798	27,036	31,542	37,276
Kent Richard Allen, Green Oak Barn, London Road, St Ippolyts, Hitchin, Herts, SG4 7NE, UK	52,720	9,030	10,535	12,301

Andrew James Baxter, 75 Acre Road, Kingston Surrey, KT2 6ES	17,573	-	-	-
Andrew Richard White, 74 Greenend Road, Chiswick, London W4 1AJ	11,721	-	-	-
Lee Sheridan Masters, 3 North Road, Ascot Berkshire, SL5 8RP	17,573	-	-	-
Jeffrey Paul Dixon, 75 Princes Road, Richmond, Surrey, TW10 6DQ	14,059	-	-	-
Peter Graham Rusbridge, The Pheasantry, Rectory Lane, Hever, Kent, TN8 7LH	17,573	-	-	-
William Gordon Payne, Braehead, Academy Street, Fortrose, Ross Shire, IV10 8TW	17,573	-	-	-
Julian Christopher Graves, Mary Cottage, Guildford Road, Abinger Hammer, Surrey, RH5 6RZ	11,721	-	-	-

In connection with the present share capital increase, the existing shareholders of the Company declare to expressly waive their preferential subscription rights in connection with the issue of new shares as set out in the present resolutions.

The shares subscribed have been paid up by the abovementioned subscribers through a cash contribution of a total amount of seven hundred seventy-nine thousand six hundred thirty-nine pound Sterling and thirty-eight pence (GBP 779,639.38) and such cash contribution is as of now at the disposal of the Company, as it has been proved to the undersigned notary.

Thirty-two thousand three hundred eighty-four pound Sterling and fifteen pence (GBP 32,384.15) of such cash contribution will be allocated to the share capital of the Company and seven hundred forty-seven thousand two hundred fifty-five pound Sterling and twenty-three pence (GBP 747,255.23) of the total cash contribution will be allocated to the share premium of the Company.

Sixth resolution

The general meeting decides to amend the corporate purpose of the Company and therefore resolves to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

" **Art. 4.** The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and any other form of investment, including the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of any such participations and the administration, voting and control of any such participations.

The Company may further guarantee, grant loans, issue any kind of securities (including, but without limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates or other debt or equity securities) or otherwise assist the Target and any other entity in which it holds a direct or indirect participation, or which forms part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, or financial activities, or enter into any kind of agreement or contract, which it may deem useful in accomplishment of its purpose."

Seventh resolution

The general meeting decides to amend the current provisions on redeemable shares as set out in the current articles of association in order to provide for the requirement of an approval by the holder of a majority of the outstanding Ordinary Shares for the redemption of redeemable shares and the calculation of the redemption price.

Eighth resolution

The general meeting decides to amend the terms of the authorized share capital further to the creation of different classes of shares and the amendment of the shares' nominal value by setting the authorized capital at three hundred seventy-five million pound Sterling (GBP 375,000,000) represented by five billion (5,000,000,000) Class A Ordinary Shares, nine hundred million (900,000,000) Class B Ordinary Shares, eight hundred million (800,000,000) Class C Ordinary Shares and eight hundred million (800,000,000) Class D Ordinary Shares, each having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share, and authorization of the manager to increase the share capital of the Company within the limits of the authorized share capital without reserving a preferential subscription right to the existing shareholders;

The general meeting confirms the previously granted authorisation to the sole manager to suppress the subscription right within the limit of the authorised share capital.

Ninth resolution

The general meeting decides to restrict the transferability of the shares of the Company by providing that any transfer of shares may, within 10 years from the date of the present notarial deed, only be made upon prior written approval of the Manager, except for a transfer to be a permitted transfer as set out in section 7.3 of the amended and restated articles of association.

Tenth resolution

The general meeting decides to approve the call options provided for in article 6.8 of the amended and restated articles of association pursuant to which the Executive's Executive Securities and, whether held by such Executive or by one or

more of his or her Permitted Transferees, will be subject to purchase by either the Company, or at the Manager's discretion, the VSS Investors, or by such other Person as the VSS Investors may identify.

Eleventh resolution

The general meeting decides to approve the specific distribution mechanisms applicable to the various classes of Ordinary Shares as set out in article 6.2 to 6.6 of the amended and restated articles of association.

Twelfth resolution

As a consequence of the above mentioned action and amendments, the general meeting resolves to fully restate the articles of incorporation of the Company, which shall now read as follows:

Chapter I - Name - Registered Office - Duration - Object

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become shareholders in the future, a company in the form of a société en commandite par actions under the name of "Toulouse Luxco" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the central administration of the Company may be transferred by resolution of the Manager. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager.

In the event that the Manager determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent, which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and any other form of investment, including the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of any such participations and the administration, voting and control of any such participations.

The Company may further guarantee, grant loans, issue any kind of securities (including, but without limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates or other debt or equity securities) or otherwise assist the Target and any other entity in which it holds a direct or indirect participation, or which forms part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, or financial activities, or enter into any kind of agreement or contract, which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 5. Shareholders Liability. The Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be paid out of the assets of the Company. The other shareholders (for the avoidance of doubt, not including the Manager), being the holder(s) of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Chapter II - Share Capital - Shares

Art. 6. Corporate Capital

6.1 Subscribed Capital.

The Company has a subscribed capital of thirty-three thousand ninety-four pound Sterling and sixty-five pence (GBP 33,094.65) represented by fully paid up shares, consisting of:

(a) four hundred thirty-eight thousand three hundred eighteen (438,318) Class A Ordinary Shares with a nominal value of five pence (GBP 0.05) each;

(b) sixty-three thousand one hundred two (63,102) Class B Ordinary Shares with a nominal value of five pence (GBP 0.05) each

(c) seventy-three thousand six hundred nineteen (73,619) Class C Ordinary Shares with a nominal value of five pence (GBP 0.05) each;

(d) eighty-six thousand eight hundred fifty-three (86,853) Class D Ordinary Shares with a nominal value of five pence (GBP 0.05) each; and

(e) one (1) Manager Share (action de commandité) with a nominal value of five pence (GBP0.05) (the "Manager Share").

All shares shall vote together and, except as may be required by law or set forth in these Articles, the holders of any separate class of shares shall not be entitled to vote separately on any matter. Subject to Article 6.9, no shares of any class shall be entitled to any pre-emptive rights with respect to any shares of the Company, except as may be required by law or otherwise agreed by the shareholders from time to time.

6.2 The Class A Ordinary Shares.

(a) Description. All Class A Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class A Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class A Ordinary Shares. Any share premium paid in by the subscribers of Class A Ordinary Shares in connection with the subscription of such Class A Ordinary Shares shall be exclusively reserved for allocation to the Class A Ordinary Shares and notably the payment of any Distribution to the Class A Ordinary Shareholders in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles. In case of Transfer of any Class A Ordinary Share, the rights and entitlements of such shares with regard to Distributions in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles and to such reserve account shall be assigned to the transferee Class A Ordinary Shareholder at the same time as the Transfer of ownership of the Class A Ordinary Shares. All Class A Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company will, if the Manager so directs, be retired with the effect that the issued number of Class A Ordinary Shares is reduced.

(b) Voting Rights. Each Class A Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.3 The Class B Ordinary Shares.

(a) Description. All Class B Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class B Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class B Ordinary Shares. Any share premium paid in by the subscribers of Class B Ordinary Shares in connection with the subscription of such Class B Ordinary Shares shall be exclusively reserved for allocation to the Class B Ordinary Shares and notably the payment of any Distribution to the Class B Ordinary Shareholders in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles. In case of Transfer of any Class B Ordinary Share, the rights and entitlements of such shares with regard to Distributions in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles and to such reserve account shall be assigned to the transferee Class B Ordinary Shareholder at the same time as the Transfer of ownership of the Class B Ordinary Shares. All Class B Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company will, if the Manager so directs, be retired with the effect that the issued number of Class B Ordinary Shares is reduced.

(b) Voting Rights. Each Class B Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.4 The Class C Ordinary Shares.

(a) Description. All Class C Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class C Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class C Ordinary Shares. Any share premium paid in by the subscribers of Class C Ordinary Shares in connection with the subscription of such Class C Ordinary Shares shall be exclusively reserved for allocation to the Class C Ordinary Shares and notably the payment of any Distribution to the Class C Ordinary Shareholders in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles. In case of Transfer of any Class C Ordinary Share, the rights and entitlements of such shares with regard to Distributions in accordance with Article 6.9 and Article 6.10 of the present Articles and to such reserve account shall be assigned to the transferee Class C Ordinary Shareholder at the same time as the Transfer of ownership of the Class C Ordinary Shares. All Class C Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company will, if the Manager so directs, be retired with the effect that the issued number of Class C Ordinary Shares is reduced.

(b) Voting Rights. Each Class C Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.5 The Class D Ordinary Shares.

(a) Description. All Class D Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class D Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class D Ordinary Shares. All Class D Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the effect that the issued number of Class D Ordinary Shares is reduced.

(b) Voting Rights. Each Class D Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.6 The Manager Share(s).

(a) Description. All Manager Share(s) shall be identical in all respects. All Manager Share(s) shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Manager Share(s).

(b) Voting Rights. Each Manager Share(s) will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.7 Redemption; Convertibility.

(a) Redeemable Shares. The Ordinary Shares are redeemable shares in accordance with the provision of article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Redeemable shares bear the same rights to receive

dividends and have the same voting rights as non-redeemable shares, if any. Subscribed and fully paid-in redeemable shares shall only be redeemable on a pro rata basis of redeemable shares of each class held by each holder upon request of the Company in accordance with the provisions of article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, or as may be provided for in a written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company. The redemption may take place pursuant to a resolution passed by holders of a majority of the outstanding Ordinary Shares at a meeting of the shareholders convened in accordance with Article 12. The redemption of the redeemable shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with the funds received by the Company as an issue premium) or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed shares bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or the liquidation proceeds. Redeemed shares may be cancelled upon request of the Manager by a positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12.

(b) Special Reserve. An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

(c) Redemption Price. Except as provided otherwise in these Articles or by a written agreement which may be entered into among the shareholders, the redemption price of the redeemable shares shall be calculated by the Manager, or by such person appointed by the Manager, on the basis of the net asset value of all assets and liabilities of the Company. The net asset value of the Company's Ordinary Shares shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the Company, being the value of the Company's assets less its liabilities at close of business on that day, by the number of Ordinary Shares of the Company then outstanding at such close of business, in accordance with rules which are fair and equitable. Any such valuation must be approved by holders of a majority of the outstanding Ordinary Shares acting reasonably at a meeting of the shareholders convened in accordance with Article 12. In the absence of any bad faith, gross negligence or overt error, any calculation of the redemption price by the Manager(s) that is approved by a majority of the shareholders of the Company shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future shareholders.

(d) Redemption Procedure. Except as otherwise provided in a written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company, at least 20 days prior to the redemption date written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the Ordinary Shares to be redeemed, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such holder of the number of shares so to be redeemed, specifying the redemption date, the redemption price, the procedures necessary to submit the shares to the Company for redemption and the projected date of the general meeting of shareholders resolving on the redemption of Ordinary Shares and the valuation of the redemption price, as provided for in Articles 6.7(a) and 6.7 (c). Each holder of Ordinary Shares to be redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such shares to the Company. The redemption price of such Ordinary Shares shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

(e) Convertibility. The Ordinary Shares of one specific class shall not be convertible into any other class of Ordinary Shares.

6.8 Right to Purchase Certain Executive Securities.

(a) Call Option. In the event that (i) the Company or any of its Subsidiaries shall deliver to an Executive a notice of termination of employment or a notice of termination of a consultancy agreement or a notice of termination of a letter of appointment (a "Termination Notice") or (ii) an Executive is no longer employed by, or party to any consulting agreement with, the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates or (iii) an Executive who is not otherwise employed by, or does not otherwise provide consulting services to, the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates, ceases to hold the office to which he or she was appointed (such as that of Chairman) in respect of the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates, in each case, for any reason (the earlier of (x) the date of such Executive's termination of employment, consultancy or office and (y) the date of delivery of such Termination Notice being referred to herein as the "Termination Date") in any of the circumstances specified in Articles 6.8 (b) or 6.8(c) below, such Executive's Executive Securities, whether held by such Executive or by one or more of his or her Permitted Transferees, will be subject to purchase by either the Company, or at the Manager's discretion, the VSS Investors, or by such other Persons as the VSS Funds may identify, pursuant to the terms and conditions set forth in this Article 6.8 (the "Call Option").

(b) Early Leaver. If an Executive is an Early Leaver, then the VSS Investors or the Company shall have the right to acquire some or all of the Executive Securities held by such Executive (and/or his Permitted Transferees) at the applicable Call Option Price.

(c) Late Leaver. If an Executive is a Late Leaver, then the VSS Investors or the Company shall have the right to acquire some or all of the Executive Securities held by such Executive (and/or his Permitted Transferees) at the applicable Call Option Price.

(d) Call Option Exercise Procedures. In the event that the Manager decides in its sole discretion in accordance with Article 6.8(a) Article 1.6.3(a) that the VSS Investors or the Company shall have the right to purchase the shares subject to the Call Option, it shall, within 45 days of the Termination Date of the relevant Executive, deliver written notice to the VSS Investors or the Company setting forth the name of such Executive and the Termination Date. The Company and/or the VSS Investors may elect to exercise the right to purchase all or any portion of such Executive's Executive Securities pursuant to the Call Option by delivering written notice (the "Call Option Exercise Notice") to the holder or holders of such Executive Securities within 150 days after such Executive's Termination Date (the "Call Option Exercise Period"). The Call Option Exercise Notice will set forth the amount of such Executive's Executive Securities to be acquired from such holder(s), the aggregate consideration to be paid for such Executive Securities and the time and place for the anticipated closing of the transaction. If any of the Executive Securities are held by Permitted Transferees of the relevant Executive, the Company or the VSS Investors shall purchase the Executive Securities elected to be purchased from such holder(s) pro rata according to the number of Executive Securities held by such holder(s) at the time of delivery of such Call Option Exercise Notice (determined as nearly as practicable to the nearest Executive Security). Assignment Rights. If the Company or the VSS Investors shall have elected to exercise the Call Option and to purchase Executive Securities, then at any time prior to the closing of such transaction, the Company or the VSS Investors may offer such departing Executive's Executive Securities to any New Executive(s) (if any) in such amount(s) as the VSS Investors so determine, following consultation with the CEO, in their full discretion. Such offer shall be effective with respect to all or any portion of the Call Option.

(f) Closing. The closing of the transactions contemplated by this Article 6.8 will take place on the date designated by the Company and/or the VSS Investors as applicable. The VSS Investors, the New Executives and/or the Company, as the case may be, will pay for the Executive Securities to be purchased pursuant to the Call Option by delivery of a cheque, a wire transfer of immediately available funds or a promissory note, in each case payable to the holder of such Executive Securities in the aggregate amount equal to the purchase price for such Executive Securities. Any promissory note shall be pre-payable at any time at the Company's or the VSS Investors' election and shall be payable out of the proceeds of a Sale of the Company or, if earlier, on the effective date of a Public Offering or a Public Sale. The VSS Investors, the New Executives and/or the Company, as the case may be, shall receive customary representations and warranties from each seller regarding each seller's capacity to sell the Executive Securities to the relevant purchaser and that such seller has good and marketable title to the Executive Securities to be transferred free and clear of all liens, claims and other encumbrances. If the Company purchases any Executive Securities subject to the Call Option allocated to it, the Executive Securities so acquired shall be redeemed in accordance with the provisions of Article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

(g) Termination of Repurchase Right. The rights of the Calling Person to purchase Executive Securities pursuant to this Article 6.8 shall terminate upon the completion of a Sale of the Company.

6.9 Distributions to Shareholders. If any Distribution to the shareholders is determined to be made by the Company's shareholders meeting and/or by the Manager (whether by interim dividend, redemption or otherwise), the shareholders will be entitled to receive such Distributions out of funds legally available therefor, in accordance with applicable law, in the following manner and priority:

(a) The Class A Securityholders shall be entitled to receive all Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares, and such distributions shall be made pro rata among the Class A Securityholders based on the number of Class A Securities held by each Class A Securityholder until such time as the VSS Investors shall have received Aggregate Distributions with respect to their VSS Securities equal to the Tranche I Return;

(b) After the VSS Investors and their Affiliates shall have received Aggregate Distributions (including, for the avoidance of doubt, amounts distributed to the VSS Investors pursuant to Article 6.9(a) above) equal to the Tranche I Return, the Class B Ordinary Shareholders shall be entitled to receive all Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares, and such Distributions shall be allocated pro rata among the Class B Ordinary Shareholders based on the Class B Ordinary Shares held by each such holder, until such time as the Class B Ordinary Shareholders shall have received an aggregate amount of Distributions equal to the product of (i) the Aggregate Distributions made with respect to the Class A Securities multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is the aggregate number of Class B Ordinary Shares outstanding as of the date of the relevant Distribution and the denominator of which is the aggregate number of Class A Securities outstanding as of the date of the relevant Distribution. Thereafter, the Class A Securityholders and the Class B Ordinary Shareholders shall be entitled to receive or be allocated, as applicable, all Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares on a pari passu basis, and such Distributions shall be allocated pro rata based on the number of Class A Securities and Class B Ordinary Shares held by each such holder, until such time as the VSS Investors shall have received Aggregate Distributions, including, for the avoidance of doubt, amounts distributed to the VSS Investors pursuant to Article 6.9(a) above, equal to the Tranche II Return;

(c) After the VSS Investors shall have received Aggregate Distributions (including, for the avoidance of doubt, amounts distributed to the VSS Investors pursuant to Articles 6.9(a) and (b) above) equal to the Tranche II Return, the Class C Ordinary Shareholders shall be entitled to receive all further Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares on a pari passu basis, and such Distributions shall be allocated pro rata among the Class C Ordinary Shareholders based on the Class C Ordinary Shares held by each such holder, until such time as the Class C Ordinary Shareholders shall have received an aggregate amount of Distributions equal to the product of (i) the Aggregate Distri-

butions made with respect to the Class A Securities and the Class B Ordinary Shares multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is the aggregate number of Class C Ordinary Shares outstanding as of the date of the relevant Distribution and the denominator of which is the aggregate number of Class A Securities and Class B Ordinary Shares outstanding as of the date of the relevant Distribution. Thereafter, the Class A Securityholders, the Class B Ordinary Shareholders and the Class C Ordinary Shareholders shall be entitled to receive or be allocated, as applicable, all Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares on a pari passu basis, and such Distributions shall be allocated pro rata based on the number of Class A Securities, Class B Ordinary Shares and Class C Ordinary Shares held by each such holder, until such time as the VSS Investors shall have received Aggregate Distributions, including, for the avoidance of doubt, amounts distributed to the VSS Investors pursuant to Articles 6.9(a) and (b) above, equal to the Tranche III Return; and

(d) After the VSS Investors shall have received Aggregate Distributions (including, for the avoidance of doubt, amounts distributed to the VSS Investors pursuant to Articles 6.9(a), (b) and (c) above) equal to the Tranche III Return, each of the Class D Ordinary Shareholders shall be entitled to receive all further Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares on a pari passu basis, and such Distributions shall be allocated pro rata among the Class D Ordinary Shareholders based on the Class D Ordinary Shares held by each such holder, until such time as the Class D Ordinary Shareholders shall have received an aggregate amount of Distributions equal to the product of (i) the Aggregate Distributions made with respect to the Class A Securities, the Class B Ordinary Shares and the Class C Ordinary Shares multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is the aggregate number of Class D Ordinary Shares outstanding as of the date of the relevant Distribution and the denominator of which is the aggregate number of Class A Securities, Class B Ordinary Shares and Class C Ordinary Shares outstanding as of the date of the relevant Distribution. Thereafter, the Class A Securityholders, the Class B Ordinary Shareholders, the Class C Ordinary Shareholders, the Class D Ordinary Shareholders and the holders of Manager Shares shall be entitled to receive or be allocated, as applicable, all Distributions made by the Company with respect to its Ordinary Shares and its Manager Shares on a pari passu basis, and such Distributions shall be allocated pro rata based on the number of Class A Securities, Class B Ordinary Shares, Class C Ordinary Shares, Class D Ordinary Shares and Manager Shares held by each such holder.

6.10 Liquidation Rights.

In the event of a liquidation, after payment of all debts and liabilities of the Company, the residual assets of the Company will be distributed to the shareholders in the manner set forth in Article 6.10 above. Neither a merger nor consolidation of the Company into or with any other entity or entities, nor a merger or consolidation of any other entity or entities into or with the Company, nor a sale, transfer, lease or exchange (for cash, securities or other consideration) of all or any part of the assets of the Company shall be deemed to be a liquidation within the meaning of this Article 6.10, unless such merger, consolidation, sale, transfer, lease or exchange shall be in connection with or intended to be a plan of complete liquidation, dissolution or winding up of the Company.

6.11 Authorized Capital.

In addition to the subscribed capital, the Company has an authorized capital which is fixed at three hundred and seventy five millions of Pounds (GBP 375,000,000) represented by five billion (5,000,000,000) Class A Ordinary Shares having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share of which sixty-three thousand seven hundred thirty-seven (63,737) Class A Ordinary Shares shall be reserved for issuance upon the exercise of any Warrant pursuant to the Warrant Agreement, nine hundred million (900,000,000) Class B Ordinary Shares Class B Ordinary Shares having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share, eight hundred million (800,000,000) Class C Ordinary Shares Class C Ordinary Shares having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share and eight hundred million (800,000,000) Class D Ordinary Shares Class D Ordinary Shares having a nominal value of five pence (GBP 0.05) per share.

During a period ending five (5) years after the date of publication of the deed of incorporation or shareholders' resolution to create the authorized capital in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Manager is authorized to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorized capital. Such new shares may be subscribed for and issued under such terms and conditions as the Manager may in its sole discretion determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the new shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the new shares to be subscribed and issued, to determine if the new shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either by cash or by assets other than cash. Unless the shareholders shall have otherwise agreed, when realizing the authorized capital in full or in part, the Manager is expressly authorized to limit or to waive preferential subscription rights reserved to shareholders. The Manager may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the Managers, the present article is, as a consequence, to be adjusted.

6.12 Amendment of the subscribed and of the authorized capital.

The subscribed and the authorized capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the present Articles.

Art. 7. Shares, Shareholders Register, and Share Transfers

7.1 Shareholders Register.

The shares will be and remain in the form of registered shares. A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated. Certificates of these recordings shall be issued and signed by the Manager upon request of the relevant shareholder.

7.2 Share Ownership.

Ownership of the registered share will result from the recordings in the shareholders' register. The Company recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint one single representative to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such representative shall imply a suspension of all rights attached to such shares.

7.3 Share Transfer.

(a) Declaration of Transfer. The transfers of shares will be carried by a declaration of transfer registered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil code. Furthermore, the Company may accept and register into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

(b) Limitations on Transfer. Prior to the tenth anniversary of the Date of Issuance, or during such shorter period as may be consistent with applicable law, the shareholders of the Company may not validly transfer the shares issued by the Company without the prior written approval of the Manager or unless otherwise permitted pursuant to this Article 7.3.

(c) Permitted Transfers. The restrictions set forth in this Article 7.3 shall not apply with respect to (i) any Transfer of Securities by the holder thereof to any of such holder's Permitted Transferees, after delivering written notice of such Transfer to the Manager, or (ii) any Transfer of Securities pursuant to any agreement entered into between the Company and the holder of the relevant Securities; provided, that, the restrictions contained in this Article 7.3 will continue to apply to any shares held by a Permitted Transferee; provided further that, any shares Transferred pursuant to this Article 7.3(c) to a Permitted Transferee of a transferor shall be returned to the transferor promptly upon such transferee's ceasing to be an Affiliate or Family Group member of the transferor.

(d) Transfer. For the purposes of these Articles, "Transfer" or "transfer" shall mean any transaction, whether voluntary or involuntary or by operation of law, resulting in a transfer of the ownership, "nue-propriété", "usufruit" or any rights of the shares issued by the Company (including any voting rights or dividend rights) to any person other than the Company itself, whether a shareholder of the Company or not, by any means whatsoever (including, without limitation, gifts, partial contributions of assets ("apports partiels d'actifs"), mergers, splits ("scissions"), sales, assignments, pledges or any other form of transfer, conveyance or disposition of any legal or beneficial interest in the shares, as well as any combination of such methods of transfer of ownership. The shares are and shall remain in registered form.

(e) Transfer of Manager Share. The Manager Share(s) held by the Manager is not transferable except to a successor Manager to be appointed in accordance with Article 9.

(f) Transfers in Violation of the Articles. Any Transfer or attempted Transfer of any Securities in violation of any provision of these Articles shall be void and of no effect, and the Company shall not give effect to such Transfer nor record such Transfer on its books or treat any purported transferee of such Securities as the owner of such Securities for any purpose.

Chapter III - Management

Art. 8. Manager. The Company shall be managed by Toulouse Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in its capacity as sole general partner (associé commandité) and manager of the Company (referred to herein as the "Manager"). The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as manager of the Company, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board, as provided for in 0 hereof, appoints an administrator, who need not be a shareholder, in order that he effect urgent management acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within 15 days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 9. Powers of the Manager

9.1 General Powers.

The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposal within the Company's stated object. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are within the powers of the Manager.

9.2 Enforcement of Rights.

The Manager shall act, in its reasonable good faith judgment, in the best interests of the Company and its shareholders, shall use reasonable efforts to enforce any rights of, and cause the Company to comply with any restrictions or obligations imposed on the Company under any securityholders agreement which may be entered into among the Company and any of its securityholders from time to time.

9.3 Termination of the Manager by the holders or Ordinary Shares.

In the event that, in the reasonable opinion of the holders of Ordinary Shares, the Manager shall have failed to fulfill its obligations to the Company and the shareholders under Article 9.2, then the shareholders may, acting pursuant to an affirmative vote taken at a duly convened meeting of the shareholders in accordance with the quorum and majority conditions required for the amendment of these Articles, revoke the appointment of the Manager and replace the Manager with a new manager whose appointment shall be approved by an affirmative vote taken under the same quorum and majority requirements as above mentioned.

Art. 10. Third Parties. The Company is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the Manager, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager at its sole discretion.

Chapter IV - Supervision

Art. 11. Supervisory Board

11.1 Supervisory Board Members.

The business of the Company and its financial situation, in particular its books and accounts shall be supervised by a Conseil de Surveillance (the "Supervisory Board") comprising at least three members, who need not be shareholders. For the carrying out of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time. The Supervisory Board may be consulted by the Manager on such matters as the Manager may determine and may authorize any actions taken by the Manager that may, pursuant to law or regulation or under these Articles, exceed the powers of the Manager. The members of the Supervisory Board shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period of one (1) year and shall hold office until their successors are elected. The members of the Supervisory Board are re-eligible for election and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

11.2 Meetings of the Supervisory Board.

The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the Manager. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any of its members so requests.

11.3 Notices.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all its members at least five (5) days prior to the date set for such meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature of such emergency shall be detailed in the notice of meeting. The notice will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. Special notices shall not be required for meetings held at times and places fixed in a calendar previously adopted by the Supervisory Board.

11.4 Chairman.

The chairman of the supervisory board will preside at all meetings of such board, but in his absence the Supervisory Board will appoint another member of the Supervisory Board as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting. Any member may act at any meeting by appointing another member as his proxy in writing, by facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. A member may represent several of his colleagues.

11.5 Resolutions.

The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the members are present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented.

11.6 Minutes.

Resolutions of the Supervisory Board are to be recorded in minutes and signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere shall be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

11.7 Written Resolutions - Conference Call.

Written resolutions, approved and signed by all the members of the Supervisory Board, shall have the same effect as resolutions voted at a meeting of the Supervisory Board; each member shall approve such resolution in writing, by facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. All such documents shall together form the document which proves that such resolution has been taken. Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by conference-call or by other similar means of communication allowing all the Persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

11.8 Liability.

No member of the Supervisory Board assumes, by reason of his membership thereof, any personal liability in relation to commitments regularly made by the members of the Supervisory Board in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

11.9 Indemnity.

(a) Indemnity. The Company shall indemnify, to the greatest extent permitted by law, any member of the Supervisory Board and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Supervisory Board of the Company and from which he shall not be entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or misconduct; in the event of settlement, indemnification shall only be provided in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

(b) Expenses. The Company shall pay the expenses incurred by any person indemnifiable hereunder in connection with any proceeding in advance of the final disposition, so long as the Company receives a written and legally binding undertaking by such person to repay the full amount advanced if there is a final determination that such person is not entitled to indemnification. The termination of any action, suit or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or a plea of nolo contendere or its equivalent, shall not of itself, create a presumption that the indemnifiable person did not satisfy the standard of conduct entitling him or her to indemnification hereunder. The Company shall make a cash payment to such indemnifiable person equal to the full amount to be indemnified promptly upon notification of an obligation to indemnify from the indemnifiable person supported by such information as the Company shall reasonably require.

11.10 Conflicts.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the directors or officers of the Manager has any interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Manager who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Chapter V - General meeting of the shareholders

Art. 12. Shareholder Meetings.

12.1 Powers.

The general meeting of shareholders represents all the shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, proceed with or ratify any acts relating to the operations of the Company, under the reservation that, unless otherwise provided by the present Articles, a resolution shall be validly adopted only if approved by the Manager. The general meeting of the shareholders of the Company shall meet when convened by the Manager or the Supervisory Board.

12.2 Location, Time.

The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of meeting, on the fourth Monday of June at 11:00am. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg. Other general meetings of shareholders may be held at such places and times specified in the respective convening notices. The general meetings of the shareholders are convened by a notice indicating the agenda and sent by the Manager by registered mail at least eight (8) days preceding the general meeting to each shareholder of the Company at the address indicated in the share register.

12.3 Voting.

Each Ordinary Share is entitled to one vote. A shareholder who is entitled to vote may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. The quorum and majority provided by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Chapter VI.- Accounting year - Balance sheet

Art. 13. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on 1 February and shall terminate on 31 January of the next year.

Art. 14. Reserve. From the annual net profits of the Company, five per cent. (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the statutory reserve shall have reached ten per cent. (10%) of the subscribed share capital. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Manager, shall determine how the remainder of the annual net profit will be disposed of. Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions provided for by law.

Chapter VII - Liquidation - Amendment of the articles

Art. 15. Amendment. These Articles may be amended, subject to the approval of the Manager, by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, unless otherwise provided herein.

Art. 16. Dissolution. In case of dissolution of the Company, one or more liquidators (individuals or legal entities) shall carry out the liquidation. The liquidator(s) shall be appointed by the general meeting which decided the dissolution and which shall determine their powers and compensation.

Chapter VIII - Definitions

Art. 17. Definitions. For the purpose of these Articles:

"Affiliate" or "Affiliates" means, with respect to any Person, any other Person that, directly or indirectly, Controls, is Controlled by, or is under common Control with such first Person or any other Person who holds directly or indirectly more than a twenty per cent. (20%) economic interest in such first Person or in whom such first Person holds directly or indirectly or has a contractual right to acquire more than a twenty per cent. (20%) economic interest. Any trust or nominee directly or indirectly holding Securities principally for the benefit of employees of a party hereto or its Affiliates shall be deemed to be an Affiliate of such party and any partner of a partnership will be deemed to be an Affiliate of that partnership.

"Aggregate Distributions" means, with respect to any Securityholder, at any time, the aggregate amount of proceeds that such Securityholder received by way of Distribution or otherwise with respect to the Securities held by such Securityholder (excluding, for the avoidance of doubt, any such proceeds that are used promptly following receipt to purchase Securities from other holders of Securities).

"Articles" means the articles of association of the Company as amended from time to time.

"Business Day" means any day (other than a Saturday or Sunday) on which banks are generally open for normal banking business in the London, United Kingdom and Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

"Call Option" has the meaning in Article 6.8(a).

"Call Option Exercise Notice" has the meaning provided in Article 6.8(d).

"Call Option Exercise Period" has the meaning provided in Article 6.8(d).

"Call Option Price" means:

(i) in the case of an Early Leaver:

(a) Original Cost for any Ratchet Securities;

(b) Fair Market Value for any Co-Invest Securities; and

(c) for any other Executive Securities, (I) the lower of (x) Original Cost and (y) Fair Market Value; or (II) in the event the relevant Executive's employment is terminated Without Reason, Fair Market Value; and

(ii) in the case of a Late Leaver:

(a) Original Cost for any Ratchet Securities; and

(b) Fair Market Value for any other Executive Securities;

provided that, in any case, where the Executive's employment or consultancy is terminated for Cause, the Call Option Price for all such Executive's Executive Securities (including Co-Invest Securities) shall be the lower of Original Cost and Fair Market Value.

"Calling Person" means any Person that exercises its right to purchase Executive Securities pursuant to the Call Option.

"Cause" means with respect to any Person, (i) fraud or material misappropriation with respect to the business or assets of the Company or any of its Subsidiaries, (ii) commission of a felony or crime involving moral turpitude or the commission of any other act or omission involving material dishonesty or fraud or the commission of any act that constitutes a breach of the policies of the Company or any of its relevant Subsidiaries prohibiting conduct of a degree of seriousness similar in nature to the foregoing (i.e. discrimination, harassment, substance abuse, etc.), (iii) continued failure to accept and cooperate with actions and initiatives assigned to the Executive by the Company or any of its Subsidiaries which are consistent with the duties of an officer of a company of similar size and in a similar business to that of the Company or relevant Subsidiary, and which actions and initiatives do not breach or violate any applicable law or the terms of such employee's employment contract, for fifteen days following receipt of written notice by the Executive of such failure, (iv) gross negligence or willful misconduct with respect to the Company or any of its Subsidiaries, (v) any intentional, knowing, willful or negligent breach of Sections 4, 6, 8, 10 and 11 of any securityholders' agreement to which such Executive may be a party, or (vi) any material persistent breach of any employment agreement or other services agreement which may be entered into among the Company or any of its Subsidiaries and the Executive.

"CEO" means the chief executive officer of the Target.

"Chairman" shall mean the chairman of the board of directors of Toulouse UK Topco Limited.

"Co-Invest Securities" means, with respect to any Executive's Executive Securities, thirty-three per cent. (33%), by number, of the PECs and Class A Ordinary Shares held by such Executive or his Permitted Transferees.

"Class A Ordinary Shares" means the class A ordinary shares of the Company.

"Class A Ordinary Shareholders" means the holders of Class A Ordinary Shares.

"Class A Securities" means the CPECs and the Class A Ordinary Shares and "Class A Security" shall mean any one of them.

"Class A Securityholders" means the holders of Class A Securities.

"Class B Ordinary Shares" means the class B ordinary shares of the Company.

"Class B Ordinary Shareholders" means the holders of Class B Ordinary Shares.

"Class C Ordinary Shares" means the class C ordinary shares of the Company.

"Class C Ordinary Shareholders" means the holders of Class C Ordinary Shares.

"Class D Ordinary Shares" means the class D ordinary shares of the Company.

"Class D Ordinary Shareholders" means the holders of Class D Ordinary Shares.

"Closing Date" means 20 February 2008.

"Company" has the meaning provided in Article 1.

"Control" means in respect of a Person, the power to manage or govern such Person, or to appoint the managing and governing bodies of such Person, or a majority of the members thereof if they decide collectively, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise (in such respect, a limited partnership shall be deemed to be Controlled by its general partner).

"CPECs" means the Series 1 convertible preferred equity certificates, if any, which may be issued by the Company from time to time and, if applicable, any additional series of convertible preferred equity certificates duly authorized and issued by the Company from time to time.

"Date of Issuance" with respect to any Security, means the date on which the Security was issued by the Company.

"Distribution" means each distribution made by the Company to holders of Securities, whether in cash, property, or securities of the Company, and whether by dividend, liquidating distribution, recapitalization or otherwise; provided that neither of the following shall be a Distribution: (a) any redemption or repurchase by the Company of any Ordinary Shares held by an Executive or by any former Executive or any such Person's Permitted Transferees upon or following the termination of the relevant Executive's employment with the Company or any of its Subsidiaries, or (b) any recapitalization or exchange of any shares, or any subdivision (by share split, dividend in specie or otherwise) or any consolidation of any outstanding shares, in each case involving only the receipt of equity securities in exchange for or in connection with any such recapitalization, subdivision or combination; provided that this clause (b) shall not apply to any exchange of Securities for equity securities of any Person that is not an Affiliate of the Company or any of its Subsidiaries or a Permitted Transferee of any Securityholders.

"Early Leaver" means any Executive who is not a Late Leaver.

"Executive" means (i) any natural Person employed by, or party to a consultancy agreement with, the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates or, if such Person is not otherwise employed by, or does not otherwise provide consulting services to, the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates, is appointed to office (such as that of Chairman) in respect of the Company or any of its Subsidiaries and Affiliates and (ii) any holder of Executive Securities of which only an Executive or members of his Family Group are the beneficial owners.

"Executive Securities" means (i) all of the securities directly or indirectly subscribed, purchased, or issued to an Executive or his or her Permitted Transferees and (ii) any other Securities of the Company held by any Executive or their Permitted Transferees, and (iii) any Securities issued or issuable directly or indirectly with respect to the Securities referred to in clause (i) and (ii) above by way of a dividend or split or in connection with a combination of securities, recapitalization, merger, consolidation or other reorganization including a recapitalization or exchange, notwithstanding any subsequent transfer or assignment to other holders thereof. Such Executive Securities shall continue to be Executive Securities in the hands of any holder other than an Executive or his or her Permitted Transferees (except for the Company, the VSS Investors and transferees in a Public Sale), and except as otherwise provided herein, each such other holder of Executive Securities shall succeed to all rights and obligations attributable to an Executive or his or her Permitted Transferees as a holder of Executive Securities hereunder.

"Fair Market Value" means, with respect to any Security or Securities, the cash proceeds that the holder of the Security would be entitled to receive following a hypothetical liquidating distribution of the Company (with no discount for minority interests), where the aggregate proceeds to be distributed equal the net proceeds following a hypothetical sale of all the assets of the Company at their market value (as determined by agreement between the Manager and the CEO (on behalf of the Executive) or, in the absence of agreement between them within 20 Business Days, by PricewaterhouseCoopers), and the proceeds to be distributed are allocated in accordance with the terms and conditions of the outstanding Securities of the Company and the Articles.

"Family Group" means, with respect to any natural Person, such Person's parents (whether natural or by adoption), spouse (for so long as such Person remains a spouse of that Executive), and descendants (whether natural or by adoption) and any trust (whether arising under a settlement inter vivos, a testamentary disposition or an intestacy) solely for the benefit of such Person and/or such Person's parents, spouse and/or descendants.

"Late Leaver" means an Executive (i) with respect to whom the Termination Date falls on or after the third anniversary of the first date on which such Executive shall either have subscribed or purchased Executive Securities, and (ii) who has continuously been employed by or otherwise engaged in a service relationship with the Company or any of its Subsidiaries from the date of such first subscription or purchase to the Termination Date.

"Manager" has the meaning provided in Article 8.

"Manager Share(s)" means the commandité share(s) from time to time issued by the Company.

"New Executive" means any Executive employed by the Company or any of its Subsidiaries who is not a holder of Executive Securities on the Closing Date.

"New Investor" means any Person whom it is proposed will acquire Securities pursuant to a Sale of the Company or as part of a Public Offering or Public Sale.

"Newco", in relation to a Public Offering or Public Sale, means a société anonyme (public company with limited liability or S.A.) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg into which the Company is converted for the purposes of the Public Offering or Public Sale.

"Ordinary Shareholders" means the holders of Ordinary Shares of the Company.

"Ordinary Shares" means the Class A Ordinary Shares, Class B Ordinary Shares, Class C Ordinary Shares and Class D Ordinary Shares.

"Original Cost" means, with respect to any Security or Securities, the aggregate subscription price (including, for the avoidance of doubt, any allocation to the share capital and / or to share premium and / or any other reserve account) paid to the Company by the subscriber therefore at the time of issuance of such Security or Securities by the Company.

"PECs" means the Series 1 preferred equity certificates, if any, which may be issued by the Company from time to time and, if applicable, any additional series of preferred equity certificates duly authorized and issued by the Company from time to time.

"Permitted Transferees" means (i) in the case of any holder of shares who is a natural Person, holders of Securities transferred pursuant to applicable laws of descent and distribution, or among such Person's Family Group and (ii) in the case of any other Person, holders of shares transferred among its Affiliates.

"Person" means an individual, a partnership, a corporation, a limited liability company, an association, a joint stock company, a trust, a joint venture, an unincorporated organization and a governmental entity or any department, agency or political subdivision thereof.

"Public Offering" means a public offering and sale of the equity securities of the Company, a Newco or a Subsidiary of the Company, pursuant to an effective registration or an effective listing or qualification on a securities market in accordance with applicable requirements.

"Public Sale" means a Public Offering or any sale of equity securities of the Company, a Newco or a Subsidiary of the Company, as the case may be, through a broker, dealer or market maker pursuant to the securities regulations of the relevant jurisdiction(s).

"Ratchet Securities" means the Class B Ordinary Shares, Class C Ordinary Shares and Class D Ordinary Shares.

"Sale of the Company" means a bona fide, arm's length sale to a Person who is not an Affiliate, or group of Persons who are not Affiliates, of the Company involving (i) a sale of assets pursuant to which such party or parties acquire all or substantially all of the assets of the Company and its Subsidiaries on a consolidated basis in one transaction or series of related transactions; (ii) any sale of all or substantially all of the Securities in one transaction or series of related transactions; or (iii) a merger or consolidation which accomplishes one of the foregoing.

"Securities" means any and all duly authorized and issued securities of the Company including, but not limited to, any shares, any PECs and any CPECs.

"Securityholder" means any Person holding Securities.

"Subsidiary" or "Subsidiaries" means, with respect to any Person, any or all other Person(s) of which a majority of the total voting power of shares of stock or other equity interests entitled (without regard to the occurrence of any contingency) to vote in the election of directors, managers or trustees thereof is at the time owned or controlled, directly or indirectly, by such Person or one or more of its other Subsidiaries or a combination thereof. For purposes hereof, a Person or Persons shall be deemed to have a majority ownership interest in a limited liability company, partnership, association or other business entity if such Person or Persons shall be allocated a majority of limited liability company, partnership, association or other business entity gains or losses or shall Control such entity.

"Supervisory Board" has the meaning provided in Article 11.1.

"Target" means Clarion Events Holding Limited, a private limited company incorporated in England under registered number 5170525.

"Termination Date" has the meaning provided in Article 6.8(a).

"Termination Notice" has the meaning provided in Article 6.8(a).

"Tranche I Return" means the first to occur of: (i) receipt by the VSS Investors on or prior to 31 December 2010 an amount of Aggregate Distributions in respect of the PECs held by the VSS Investors equal to the Original Cost thereof plus all accrued but unpaid Yield thereon to the date of such distributions; or (ii) an amount of Aggregate Distributions

received by the VSS Investors which is equal to two and one-half (2.5) times the aggregate amount invested by the VSS Investors to subscribe VSS Securities.

"Tranche II Return" means an amount of Aggregate Distributions received by the VSS Investors which is equal to three (3.0) times the aggregate amount invested by the VSS Investors to subscribe VSS Securities.

"Tranche III Return" means an amount of Aggregate Distributions received by the VSS Investors which is equal to three and one-half (3.5) times the aggregate amount invested by the VSS Investors to subscribe VSS Securities.

"Transfer" or "transfer" has the meaning provided in Article 7.3(d).

"VSS Fund" means each of VSS Communications Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel II Partners IV, L.P., and VSS IV SBS, L.L.C. and any of their Affiliates and "VSS Funds" means more than one of them.

"VSS Investor" means each of VSS Communications Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel II Partners IV, L.P., and VSS IV SBS, L.L.C. and any assignee or transferee of any interest in the Company directly from any of them and "VSS Investors" means more than one of them.

"VSS Securities" means (i) the securities (including PECs and CPECs) issued by the Company to the VSS Investors, (ii) any other equity securities of the Company held by the VSS Investors, and (iii) any securities issued or issuable directly or indirectly with respect to the securities referred to in clauses (i) or (ii) above by way of a dividend or split or in connection with a combination of securities, recapitalization, merger, consolidation or other reorganization including a recapitalization or exchange, notwithstanding any subsequent Transfer or assignment to other holders thereof. Such Securities shall continue to be VSS Securities in the hands of any subsequent or future holder (except for the Company and transferees in a Public Sale).

"Without Reason" means termination of an Executive's employment by, or at the direction of, the VSS Investors or any of their Affiliates (excluding the Company and its Subsidiaries) primarily for reasons unrelated to such Executive's work performance record or such Executive's fitness or ability to continue to perform his or her duties to the Company and/ or its Subsidiaries.

"Yield" means, with respect to a PEC, the amount accruing on such PEC in accordance with the Terms and Conditions under which such PEC was issued (including, for the avoidance of doubt, any unpaid accrued yield thereon).

"Warrants" means the warrants to acquire Class A Ordinary Shares, issued pursuant to the Warrant Agreement.

"Warrant Agreement" means the instrument pursuant to which the Company agrees to issue Warrants to acquire Class A Ordinary Shares of the Company.

Chapter IX.- Final dispositions - Applicable law

Art. 18. Miscellaneous. For all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Costs

The costs which the Company incurs by reason of the present capital increase and restatement of the articles of incorporation of the Company are estimated at ten thousand euro (EUR 10,000.-).

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Toulouse Luxco (la «Société»), une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 février 2008, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Mlle Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Flora Gibert, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Création de différentes classes d'actions réparties en actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A»), en actions ordinaires de classe B (les «Actions Ordinaires de Classe B»), en actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»), en actions ordinaires de classe D (les «Actions Ordinaires de Classe D») et action (s) de commandité («l'(les) Action(s) de Commandité»);

2. Conversion des vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (24.998) actions ordinaires existantes détenues par VSS Communications Partners IV, L.P., un limited partnership, régi par les lois de l'État du Delaware, ayant son siège social au 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secretary of State de l'État du Delaware sous le numéro 3752318, en vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (24.998) Actions Ordinaires de Classe A et d'une (1) action ordinaire détenue par Toulouse Manager, une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en une (1) Action Ordinaire de Classe A;

3. Réduction de la valeur nominale des actions d'une livre sterling (GBP 1) à cinq pence (GBP 0.05) en augmentant le nombre d'actions émises de vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (24.999) Actions Ordinaires de Classe A en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt (499,980) Actions Ordinaires de Classe A et l'Action de Commandité existante en vingt (20) Actions de Commandité;

4. Réduction du capital social de la Société de sa valeur actuelle de vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) à un montant de sept cent dix livres sterling et cinquante pence (GBP 710,50) par annulation de quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent soixante-onze (485.771) Actions Ordinaires de Classe A et dix-neuf (19) Actions de Commandité de cinq pence (GBP 0.05) chacune et allocation du montant racheté à la prime d'émission de la Société;

5. Augmentation du capital social d'un montant de trente-deux mille trois cent quatre-vingt-quatre livres sterling et quinze pence (GBP 32.384,15) afin de le porter de sa valeur actuelle de sept cent dix livres sterling et cinquante pence (GBP 710,50) à trente-trois mille quatre-vingt-quatorze livres sterling et soixante-quinze pence (GBP 33.094,65) par l'émission de quatre cent vingt-quatre mille cent neuf (424.109) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; de soixante-trois mille cent deux (63.102) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; de soixante-treize mille six cent dix-neuf (73.619) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune et de quatre-vingt-six mille huit cent cinquante-trois (86.853) Actions Ordinaires de Classe D ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune et les actionnaires existants renonce à leur droit préférentiel de souscription;

6. Modification de l'objet social de la société comme suit:

«La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, émettre tout type d'instruments financiers (y compris, sans limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates ou tout autre instrument de dette ou titres) ou assister autrement la Cible et toute autre entité dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière, ainsi que contracter tout type de contrat ou de convention, estimés utiles pour l'accomplissement de son objet.»

7. Modification des dispositions relatives au rachat des actions prévoyant (i) la nécessité de l'approbation du détenteur d'une majorité des Actions Ordinaires pour le rachat des actions rachetables et le calcul du prix de rachat;

8. Modification du capital social autorisé de la Société suite à la création de différentes classes d'actions et la modification de la valeur nominale des actions en fixant le capital autorisé à trois cent soixante-quinze millions de livres sterling (GBP 375.000.000) représenté par cinq milliards (5.000.000.000) Actions Ordinaires de Classe A, neuf cent millions (900.000.000) Actions Ordinaires de Classe B, huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe C et huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe D, ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; et autorisation du gérant d'augmenter le capital social de la Société dans les limites prescrites du capital social autorisé sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants;

9. Restrictions du transfert de titres émis par la Société;

10. Options accordées par des détenteurs de Titres d'Employés sur leurs Titres d'Employés en faveur de la Société ou tout autre cessionnaire;

11. Mécanisme de distribution spécifique applicable aux différentes classes d'actions;

12. Refonte totale des statuts de la Société;

13. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement

annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de créer des différentes classes d'actions réparties en actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A»), actions ordinaires de classe B (les «Actions Ordinaires de Classe B»), actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»), actions ordinaires de classe D (les «Actions Ordinaires de Classe D») et action(s) de commandité (l'(les) «Action(s) de Commandité»), dont les termes sont plus particulièrement prévus dans les nouveaux articles 6.1 à 6.6 des statuts.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de convertir les vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (24,998) actions ordinaires détenues par VSS Communications Partners IV, L.P., un limited partnership, régi par les lois de l'État du Delaware, ayant son siège social au 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secretary of State de l'État du Delaware sous le numéro 3752318, en vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (24,998) Actions Ordinaires de Classe A et une (1) action ordinaire existante détenue par Toulouse Manager, une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en une (1) Actions Ordinaires de Classe A.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de réduire la valeur nominale des actions d'une livre sterling (GBP 1) à cinq pence (GBP 0.05) en augmentant le nombre d'actions émises de vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (24,999) Actions Ordinaires de Classe A en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt (499,980) Actions Ordinaires de Classe A et l'Action de Commandité existante en vingt (20) Actions de Commandité.

Suite à cette réduction de valeur nominale des actions, les quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt (499,980) Actions Ordinaires de Classe A et les vingt (20) Actions de Commandité sont détenues comme suit:

- quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante (499,960) Actions Ordinaires de Classe A sont détenues par VSS Communications Partners IV, L.P., un limited partnership, régi par les lois de l'État du Delaware, ayant son siège social au 350, Park Avenue, New York, NY, 10022, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secretary of State de l'État du Delaware sous le numéro 3752318; et

- vingt (20) Actions Ordinaires de Classe A et vingt (20) Actions de Commandité sont détenues par Toulouse Manager, une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société de sa valeur actuelle de vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) à un montant de sept cent dix livres sterling et cinquante pence (GBP 710,50) par annulation de (i) quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent soixante-onze (485.771) Actions Ordinaires de Classe A dont quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent cinquante et une (485.751) Actions Ordinaires de Classe A sont détenues par VSS Communications Partners IV, L.P., susmentionné, et vingt (20) Actions Ordinaires de Classe A sont détenues par Toulouse Manager, susmentionné, et de (ii) dix-neuf (19) Actions de Commandité de cinq pence (GBP 0.05) chacune.

Suite à cette réduction de capital, le montant de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-neuf livres sterling et cinquante pence (GBP 24.289,50) résultant de l'annulation sera alloué à la prime d'émission de la Société réservée aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe A.

Après la réduction de capital, les actions de la Société sont détenues comme suit:

- quatorze mille deux cent neuf (14.209) Actions Ordinaires de Classe A sont détenues par VSS Communications Partners IV, L.P., susmentionné;

- une (1) Action de Commandité est détenue par Toulouse Manager, susmentionné.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente-deux mille trois cent quatre-vingt-quatre livres sterling et quinze pence (GBP 32.384,15) afin de le porter de sa valeur actuelle de sept cent dix livres sterling et cinquante pence (GBP 710,50) à trente-trois mille quatre-vingt-quatorze livres sterling et soixante-quinze cents (GBP 33.094,65) par l'émission de quatre cent vingt-quatre mille cent neuf (424.109) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; de soixante-trois mille cent deux (63.102) Actions

Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; de soixante-treize mille six cent dix-neuf (73.619) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune et de quatre-vingt-six mille huit cent cinquante-trois (86.853) Actions Ordinaires de Classe D ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune.

Les quatre cent vingt-quatre mille cent neuf (424.109) Actions Ordinaires de Classe A, les soixante-trois mille cent deux (63.102) Actions Ordinaires de Classe B, les soixante-treize mille six cent dix-neuf (73.619) Actions Ordinaires de Classe C et quatre-vingt-six mille huit cent cinquante-trois (86.853) Actions Ordinaires de Classe D ont été souscrites comme suit:

Souscripteurs / Adresse	Classe A	Classe B	Classe C	Classe D
Simon Reed Kimble, 125 Blythe Road, London, W14 0HL	131.798	27.036	31.542	37.276
Timothy James Pilcher, 25 Crescent Grove, Clapham, London, SW4 7AF	131.798	27.036	31.542	37.276
Kent Richard Allen, Green Oak Barn, London Road, St Ippolyts, Hitchen, Herts, SG4 7NE, UK	52.720	9.030	10.535	12.301
Andrew James Baxter, 75 Acre Road, Kingston Surrey, KT2 6ES	17.573	-	-	-
Andrew Richard White, 74 Greenend Road, Chiswick, London W4 1AJ	11.721	-	-	-
Lee Sheridan Masters, 3 North Road, Ascot, Berkshire, SL5 8RP	17.573	-	-	-
Jeffrey Paul Dixon, 75 Princes Road, Richmond, Surrey, TW10 6DQ	14.059	-	-	-
Peter Graham Rusbridge, The Pheasantry, Rectory Lane, Hever, Kent, TN8 7LH	17.573	-	-	-
William Gordon Payne, Braehead, Academy Street, Fortrose, Ross Shire, IV10 8TW	17.573	-	-	-
Julian Christopher Graves, Mary Cottage, Guildford Road, Abinger Hammer, Surrey, RH5 6RZ	11.721	-	-	-

En relation avec la présente augmentation de capital social, les actionnaires existants de la Société déclarent expressément renoncer à leurs droits de souscription préférentielle se rapportant à l'émission des nouvelles actions, telle que décrite dans la présente résolution.

Les actions ainsi souscrites ont été libérées par les souscripteurs mentionnés ci-dessus par un apport en espèces d'un montant total de sept cent soixante dix-neuf mille deux six trente-neuf livres sterling et trente-huit pence (GBP 779.639,38) et cet apport est désormais à la disposition de la Société telle qu'il a été justifié au notaire soussigné.

Trente-deux mille trois cent quatre-vingt-quatre livres sterling et quinze pence (GBP 32.384,15) de cet apport en espèces seront affectés au capital social de la Société et sept cent quarante-sept mille deux cent cinquante-cinq livres sterling et vingt-trois pence (GBP 747.255,23) seront affectés à la prime d'émission de la Société.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société and ainsi modifier l'article 4 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 4.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, émettre tout type d'instruments financiers (y compris, sans limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates ou tout autre instrument de dette ou titres) ou assister autrement la Cible et toute autre entité dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière, ainsi que contracter tout type de contrat ou de convention, estimés utiles pour l'accomplissement de son objet.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les dispositions actuelles sur le rachat des actions tel que défini dans les statuts afin de prévoir l'exigence d'une approbation par le détenteur d'une majorité des Actions Ordinaires émises pour le rachat d'actions rachetables et le calcul du prix de rachat.

Huitième résolution

Afin de refléter l'existence des différentes classes d'actions et la modification de la valeur nominale des actions, l'assemblée générale décide de modifier le nombre d'actions à émettre selon le capital social autorisé en prévoyant un capital social autorisé capital de trois cent soixante-quinze millions de livres sterling (GBP 375.000.000) représenté par cinq milliards (5.000.000.000) Actions Ordinaires de Classe A, neuf cent millions (900.000.000) Actions Ordinaires de Classe B, huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe C et huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe D, ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; et autorisation du gérant d'augmenter le capital

social de la Société dans les limites prescrites du capital social autorisé sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants.

L'assemblée confirme l'autorisation accordée auparavant au gérant unique de supprimer le droit de souscription dans les limites du capital social autorisé.

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide de restreindre le transfert des actions de la Société en prévoyant que tout transfert d'actions peut, durant une période de 10 années à partir de la date de ce présent acte, seulement être réalisé avec l'accord préalable du Gérant, à l'exception des transferts reconnus comme transferts autorisés selon la section 7.3 des statuts modifiés et coordonnés.

Dixième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver le mécanisme d'options d'achat tel que précisé par l'article 6.8 des statuts modifiés et coordonnés et d'après lequel les Titres d'Employé d'un Employé, détenus soit par l'Employé ou par un ou plusieurs de ses Cessionnaires Autorisés, seront assujettis à une Option d'Achat en faveur de la Société, ou suite à la discrétion du Gérant, des Investisseurs VSS ou toutes autres Personnes désignées par les Investisseurs VSS.

Onzième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver les mécanismes de distribution spécifique applicables aux différentes classes d'Actions Ordinaires tels que décrits aux articles 6.2 à 6.6 des statuts modifiés et coordonnés.

Douzième résolution

A la suite des actions et modifications ainsi réalisées, les statuts de la Société sont entièrement modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«Chapitre I^{er} - Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir actionnaires par la suite une société en commandite par actions sous la dénomination de «Toulouse Luxco» (ci-après la «Société»).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. L'administration centrale de la Société pourra être transféré dans la même municipalité par décision du Gérant. La Société peut établir, par décision du Gérant, des succursales, des filiales ou d'autres bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Gérant estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, émettre tout type d'instruments financiers (y compris, sans limitation, preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates ou tout autre instrument de dette ou titres) ou assister autrement la Cible et toute autre entité dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière, ainsi que contracter tout type de contrat ou de convention, estimés utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Responsabilité des actionnaires. Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées par les avoirs de la Société. Les autres actionnaires (pour éviter tout doute, n'incluant pas le Gérant) étant le(s) détenteur(s) d'Actions Ordinaires s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

Chapter II - Capital social - Actions

Art. 6. Capital Social

6.1. Capital souscrit.

La Société a un capital souscrit de trente-trois mille quatre-vingt-quatorze livres sterling et soixante-cinq pence (GBP 33.094,65) représenté par des actions entièrement libérées, consistant en:

(a) quatre cent trente-huit mille trois cent dix-huit (438.318) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune;

(b) soixante-trois mille cent deux (63.102) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune;

(c) soixante-treize mille six cent dix-neuf (73.619) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune;

(d) quatre-vingt-six mille huit cent cinquante-trois (86.853) Actions Ordinaires de Classe D ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune; et

(e) une (1) action de commandité ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) (l'«Action de Commandité»).

Toutes les actions votent ensemble et, sauf si la loi ou les présents statuts en disposent autrement, les porteurs d'actions de classes différentes ne seront pas en droit de voter séparément sur une question. Sous réserve de l'Article 6.9, aucune classe d'action ne comporte un droit de préemption sur quelque action de la Société que ce soit, sauf si la loi en dispose autrement ou s'il en est décidé autrement par les actionnaires de temps à autre.

6.2. Les Actions Ordinaires de Classe A.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe A seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires participent proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui sont alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe A. Toute prime d'émission payée par les souscripteurs des Actionnaires Ordinaires de Classe A en rapport avec la souscription d'Actions Ordinaires de Classe A sera exclusivement réservée à l'allocation aux Actionnaires de Classe A conformément à l'Article 6.9 et à l'Article 6.10 des présents Statuts. Dans le cas d'un Transfert d'Actions de Classe A, les droits et privilèges de ces actions concernant les Distributions conformément à l'Article 6.9 et l'Article 6.10 des présents Statuts et le compte de réserve seront cédés à l'Actionnaire Ordinaire de Classe A cessionnaire au moment du Transfert de la propriété des Actions Ordinaires de Classe A. Toutes les Actions Ordinaires de Classe A rachetées ou autrement acquises par la Société seront, lorsque le Gérant en décide ainsi, annulées avec comme conséquence que le nombre d'Actions Ordinaires de Classe A émis sera réduit.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe A donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

6.3. Les Actions Ordinaires de Classe B.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires participent proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui sont alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe B. Toute prime d'émission payée par les souscripteurs des Actionnaires Ordinaires de Classe B en rapport avec la souscription d'Actions Ordinaires de Classe B sera exclusivement réservée à l'allocation aux Actionnaires de Classe B conformément à l'Article 6.9 et à l'Article 6.10 des présents Statuts. Dans le cas d'un Transfert d'Actions de Classe B, les droits et privilèges de ces Actions concernant les Distributions conformément à l'Article 6.9 et l'Article 6.10 des présents Statuts et le compte de réserve seront cédés à l'Actionnaire Ordinaire de Classe B cessionnaire au moment du Transfert de la propriété des Actions Ordinaires de Classe B. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B rachetées ou autrement acquises par la Société seront, lorsque le Gérant en décide ainsi, annulées avec comme conséquence que le nombre d'Actions Ordinaires de Classe B émises sera réduit.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe B donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

6.4. Les Actions Ordinaires de Classe C.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires participent proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui sont alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe C. Toute prime d'émission payée par les souscripteurs des Actionnaires Ordinaires de Classe C en rapport avec la souscription d'Actions Ordinaires de Classe C sera exclusivement réservée à l'allocation aux Actionnaires de Classe C conformément à l'Article 6.9 et à l'Article 6.10 des présents Statuts. Dans le cas d'un Transfert d'Actions de Classe C, les droits et privilèges de ces Actions concernant les Distributions conformément à l'Article 6.9 et l'Article 6.10 des présents Statuts et le compte de réserve seront cédés à l'Actionnaire Ordinaire de Classe C cessionnaire au moment du Transfert de la propriété des Actions Ordinaires de Classe C. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C rachetées ou autrement acquises par la Société seront, lorsque le Gérant en décide ainsi, annulées avec comme conséquence que le nombre d'Actions Ordinaires de Classe C émises sera réduit.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe C donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

6.5. Les Actions Ordinaires de Classe D.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe D seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires participent proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui sont alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe D. Toutes les Actions Ordinaires de

Classe D rachetées ou autrement acquises par la Société seront, lorsque le Gérant en décide ainsi, annulées avec comme conséquence que le nombre d'Actions Ordinaires de Classe D émises sera réduit.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe D donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

6.6. Les Actions de Commandité

(a) Description. Toute(s) Action(s) de Commandité seront identiques à tous les égards. Toute(s) Action(s) de Commandité participent proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui sont alloués sur une base totale à cette(ces) Action(s) de Commandité.

(b) Droits de vote. Toute Action de Commandité donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter

6.7. Rachat; Conversion.

(a) Actions rachetables. Les Actions Ordinaires sont des actions rachetables conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les actions rachetables ont les mêmes droits aux dividendes et les mêmes droits de vote que les Actions Ordinaires non-rachetables, s'il y en a. Sauf disposition contraire prévue par les présents statuts ou par un accord écrit tel qu'il peut être conclu entre les actionnaires, des actions rachetables souscrites et entièrement libérées ne seront rachetables qu'au pro rata au nombre d'actions rachetables de chaque classe détenues par chaque détenteur d'actions sur demande de la Société conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ou tel que prévu par un accord écrit qui peut être conclu entre les actionnaires de la Société. Le rachat peut avoir lieu suite à une décision adoptée à la majorité des détenteurs d'Actions Ordinaires émises lors d'une assemblée des actionnaires réunies en conformité avec l'Article 12. Le rachat des actions rachetables ne pourra se faire qu'en utilisant des sommes distribuables conformément à l'article 72-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (fonds distribuables, la réserve extraordinaire établie avec les fonds reçus par la société en tant que prime d'émission incluse) ou le produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat. Des actions rachetées n'ont pas de droit de vote et n'ont pas le droit de recevoir des dividendes ou des bonis de liquidation. Des actions rachetables peuvent être annulées sur demande du Gérant par un vote de l'assemblée des actionnaires tenue en conformité avec les dispositions de l'Article 12.

(b) Réserve spéciale. Un montant égal à la valeur nominale, ou à défaut de valeur nominale, au pair comptable de toutes les actions rachetées doit être incorporé dans une réserve qui ne peut, sauf en cas de réduction du capital souscrit, être distribuée aux actionnaires; cette réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par incorporation des réserves.

(c) Prix de rachat. Sauf disposition contraire prévue par les présents statuts ou par un accord écrit tel qu'il peut être conclu entre les actionnaires, le prix de rachat des actions rachetables sera calculé par le Gérant, ou par toute personne désignée par le Gérant, sur base de la valeur nette des actifs et passifs de la Société. La valeur nette des Actions Ordinaires de la Société sera calculée en un montant par action et est déterminée le jour de son évaluation en divisant les actifs nets de la Société, étant la valeur des actifs de la Société, diminuée de son passif à l'heure de fermeture ce jour-là, par le nombre d' Actions Ordinaires de la Société émises à ce moment, conformément aux règles justes et équitables. Une telle valeur doit faire l'objet d'une approbation par la majorité des détenteurs d'Actions Ordinaires agissant de façon raisonnable lors d'une assemblée des actionnaires réunies en conformité avec l'Article 12. En l'absence de mauvaise foi, de négligence grave ou d'erreur constatée, tout calcul du prix de rachat fait par le Gérant et adoptée par la majorité des actionnaires de la Société sera définitive et liera la Société ainsi que tous ses actionnaires actuels, antérieures et futurs.

(d) Procédure du rachat. Sauf disposition contraire dans un accord écrit tel qu'il peut être conclu entre les actionnaires de la Société au moins 20 jours avant la date de rachat, une notification écrite devra être envoyée par courrier recommandé ou par service coursier international reconnu à tout actionnaire de la Société dont les Actions Ordinaires sont à racheter, à la dernière adresse indiquée dans le registre des actionnaires de la Société, indiquant au détenteur le nombre d'actions devant être rachetées, spécifiant la date de rachat, le prix de rachat, les procédures nécessaires pour la soumission des Actions Ordinaires à la Société pour le rachat, ainsi que la date projetée de l'assemblée des actionnaires décidant du rachat des Actions ordinaires et de la valeur du prix de rachat selon les Articles 6.7(a) et 6.7(c). Chaque détenteur d'Actions Ordinaires devant être rachetées, est obligé de remettre, s'il y en a, le ou les certificat(s) émis en relation avec ces Actions Ordinaires, à la Société. Le prix de rachat de telles Actions Ordinaires est payable à la personne qui figure en tant que propriétaire dans le registre des actionnaires sur le compte bancaire indiqué par cette personne à la Société avant la date de rachat.

(e) Convertibilité. Les Actions Ordinaires de l'une des classes spécifiques ne sont pas convertibles en Actions Ordinaires d'une classe différente.

6.8. Droit d'Achat de Certaines Actions Ordinaires.

(a) Option d'Achat. Dans le cas où (i) la Société ou une de ses Filiales doit délivrer à un Employé une notification de licenciement ou une notification de résiliation d'une convention de conseil ou une notification de résiliation d'une lettre d'engagement (une «Notification de Départ») ou (ii) un Employé n'est plus employé par, ou partie à une convention de conseil avec, la Société ou une de ses Filiales et Affiliés ou (iii) un Employé qui n'est pas autrement employé par ou ne fournit pas autrement des services de conseil à la Société ou une de ses Filiales et Affiliés, dans tous les cas, pour une quelconque raison (la date la plus proche entre (x) la date du licenciement de cet Employé et (y) la date de délivrance de

la Notification de Départ étant désigné ci-après comme la «Date de Départ») dans toutes circonstances spécifiées aux Articles 6.8(b) ou 6.8(c) ci-dessous, ces Titres d'Employé, détenus soit par l'Employé lui-même, soit par un ou plusieurs de ses Cessionnaires Autorisés Employés, pourront être acquis par la Société, ou à la discrétion du Gérant, par les Investisseurs VSS, ou par toute autre Personne identifiée par les Fonds VSS, au Prix d'Option d'Achat, conformément aux termes et conditions énoncés dans cet Article 6.8 (la «Option d'Achat»).

(b) Départ Prématuro. Lorsqu'un Employé est en situation de Départ Prématuro, les Investisseurs VSS ou la Société ont le droit d'acquérir une partie du ou tous les Titres d'Employé détenus par cet Employé (et/ou son Cessionnaire Autorisé) au Prix d'Option d'Achat.

(c) Départ Tardif. Lorsqu'un Employé est en situation de Départ Tardif, les Investisseurs VSS ou la Société ont le droit d'acquérir une partie du ou tous les Titres d'Employé détenus par cet Employé (et/ou sont Cessionnaire Autorisé) au Prix d'Option d'Achat.

(d) Procédures de l'Option d'Achat. Si le Gérant décide, en sa seule discrétion, conformément à l'Article 6.8(a) que les Investisseurs VSS peuvent acquérir les actions sujets à l'Option d'Achat, il doit, endéans une période de 45 jours à partir de la Date de Départ de l'Employé, remettre aux Investisseurs VSS une notification écrite indiquant le nom de cet Employé et la Date de Départ. La Société ou les Investisseurs VSS peuvent décider d'exercer leur droit d'acquérir tous ou partie des Titres d'Employé de cet Employé conformément à l'Option d'Achat en délivrant une notification écrite (la «Notification d'Option d'Achat») au détenteur ou détenteurs des Titres d'Employés de cet Employé, endéans 150 jours à compter de la Date de Départ de cet Employé (la «Période d'Exercice de l'Option d'Achat»). La Notification de d'Option d'Achat indiquera le nombre de Titres d'Employé de cet Employé à acquérir de ce(s) détenteur(s), le prix total à payer pour ces Titres d'Employé et la date et lieu de la Clôture anticipée de la transaction. Si un des Titres d'Employé est détenu par un Cessionnaire Autorisé de cet Employé, la Société ou les Investisseurs VSS acquièrent les Titres d'Employé qu'ils ont décidé d'acquérir d'un ou des porteur(s) de Titres d'Employé, proportionnellement au nombre de Titres d'Employés détenus par ce(s) porteur(s) au moment de la délivrance de la Notification d'Option d'Achat (déterminé au plus près possible du Titre d'Employé le plus proche).

(e) Droits de Cession. Si la Société ou les Investisseurs VSS décident d'exercer l'Option d'Achat et d'acheter des Titres d'Employé, alors à tout temps avant la clôture de cette transaction, la Société ou les Investisseurs VSS peuvent offrir les Titres d'Employé de l'Employé quittant à tout Nouveau(x) Employé(s) (le cas échéant) à un montant tel que déterminé à la discrétion des Investisseurs VSS après consultation avec le CEO. Cette offre sera valide pour une partie ou la totalité de l'Option d'Achat.

(f) Clôture. La clôture des transactions envisagées dans cet Article 6.8 aura lieu à la date déterminée par la Société et/ou les Investisseurs VSS si applicable. Les Investisseurs VSS, les Nouveaux Employés et/ou la Société, selon le cas, paieront pour l'acquisition des Titres Employés de l'Employé conformément à l'Option d'Achat en délivrant un chèque, un ordre de transfert en fonds immédiatement disponibles ou une lettre de créance dans chaque cas payable au porteur de ces Titres d'Employé, d'un montant total égal au prix d'acquisition global de ces Titres d'Employé. Toute lettre de créance sera payable, à moins que les Investisseurs VSS choisissent de verser un acompte, sur la Vente de la Société ou, si plus tôt, à la date effective d'une Offre au Public ou d'une Vente Publique. Les Investisseurs VSS, les Nouveaux Employés et/ou la Société, selon le cas, recevront les déclarations et garanties d'usage de chaque vendeur pour la capacité de tout vendeur de vendre les Titres d'Employé à l'acheteur en question, y compris, par exemple, des déclarations que le vendeur possède un titre de propriété en bonne et due forme sur les Titres d'Employé devant être transférés exempt de tout privilège, obligation et autres sûretés. Si la Société acquiert des Titres Employés de l'Employé par une Option d'Achat qui lui est allouée, les Titres d'Employé ainsi acquis seront rachetables, conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

(g) Extinction du Droit de Rachat. Les droits de l'Auteur de l'Option d'Achat relatifs à l'acquisition des Titres Employés de l'Employé conformément à cet Article 6.8 s'éteindront lors de l'exécution d'une Vente de la Société.

6.9. Distributions aux Actionnaires. Lorsque l'assemblée des actionnaires de la Société et/ou le Gérant décident de procéder à une Distribution aux actionnaires (que ce soit par dividendes intérimaires, rachat d'actions ou autrement), les actionnaires auront le droit de recevoir, conformément à la loi applicable, ces Distributions à partir des fonds légalement disponibles à cet effet, de manière suivante et selon l'ordre de priorité suivant:

(a) Les Détenteurs des Titres de Classe A sont en droit de recevoir toutes les Distributions effectuées par la Société en ce qui concerne ses Actions Ordinaires sur une base pro rata par rapport au nombre des Titres de Classe A détenues par chaque Détenteur de Titres de Classe A jusqu'à ce que les Investisseurs VSS aient reçu des Distributions Totales par rapport à leurs Titres VSS égales au Rendement de Tranche I;

(b) Après que les Investisseurs VSS et leurs Affiliés aient reçu des Distributions Totales (comprenant, pour éviter tout doute, les montants distribués aux Investisseurs VSS conformément à l'Article 6.9(a) ci-dessus) égales au Rendement de Tranche I, les Actionnaires Ordinaires de Classe B sont en droit de recevoir toutes les Distributions faites par la Société concernant ses Actions Ordinaires et ces Distributions seront effectuées sur une base pro rata entre les Actionnaires de Classe B par rapport au nombre d'Actions de Classe B détenues par chaque détenteur, jusqu'à ce que les Actionnaires Ordinaires de Classe B aient reçu un montant total des Distributions, égal au produit des (i) Distributions Totales faites par rapport aux Titres de Classe A multipliées par (ii) une fraction dont le numérateur est le nombre total des Actions Ordinaires de Classe B existantes à la date de la Distribution en question et le dénominateur le nombre total des Titres

de Classe A existantes à la date de la Distribution en question. Ensuite, les Détenteurs des Titres de Classe A et les Actionnaires Ordinaires de Classe B sont en droit de recevoir ou de se faire allouer, le cas échéant, toutes les Distributions effectuées par la Société concernant ses Actions Ordinaires sur une base pro rata par rapport au nombre de Titres de Classe A et d'Actions Ordinaires de Classe B détenus par chaque détenteur jusqu'à ce que les Investisseurs VSS aient reçu des Distributions Totales, y compris, pour éviter toute confusion, des montants distribués aux Investisseurs VSS conformément à l'Article 6.9(a) ci-dessus, égales au Rendement de Tranche II;

(c) Après que les Investisseurs VSS aient reçu des Distributions Totales (y compris, pour éviter toute confusion, des montants distribués aux Investisseurs VSS conformément aux Articles 6.9(a) et (b) ci-dessus) égales au Rendement de Tranche II, les Actionnaires Ordinaires de Classe C sont en droit de recevoir toutes autres Distributions effectuées par la Société concernant ses Actions Ordinaires sur une base pari passu, et ces Distributions seront allouées sur une base pro rata entre les Actionnaires Ordinaires de Classe C par rapport au nombre d'Actions Ordinaires de Classe C détenues par chaque détenteur, jusqu'à ce que les Actionnaires Ordinaires de Classe C aient reçu un montant total des Distributions, égal au produit des (i) Distributions Totales faites par rapport aux Titres de Classe A et aux Actions Ordinaires de Classe B multipliées par (ii) une fraction dont le numérateur est le nombre total des Actions Ordinaires de Classe C existantes à la date de la Distribution en question et le dénominateur le nombre total des Titres de Classe A et des Actions Ordinaires de Classe B existantes à la date de la Distribution en question. Ensuite, les Détenteurs des Titres de Classe A, les Actionnaires Ordinaires de Classe B et les Actionnaires Ordinaires de Classe C sont en droit de recevoir ou de se faire allouer, le cas échéant, toutes les Distributions effectuées par la Société concernant ses Actions Ordinaires sur une base pari passu, et ces Distributions seront allouées sur une base pro rata par rapport au nombre de Titres de Classe A, d'Actions Ordinaires de Classe B et d'Actions Ordinaires de Classe C détenus par chaque détenteur jusqu'à ce que les Investisseurs VSS aient reçu des Distributions Totales, y compris, pour éviter toute confusion, des montants distribués aux Investisseurs VSS conformément à l'Article 6.9(a) et (b) ci-dessus, égales au Rendement de Tranche III; et

(d) Après que les Investisseurs VSS aient reçu des Distributions Totales (y compris, pour éviter toute confusion, des montants distribués aux Investisseurs VSS conformément à l'Article 6.9(a), (b) et (c) ci-dessus) égales au Rendement de Tranche III, les Actionnaires Ordinaires de Classe D sont en droit de recevoir toutes autres Distributions effectuées par la Société concernant ses Actions Ordinaires sur une base pari passu, et ces Distributions seront allouées sur une base pro rata entre les Actionnaires Ordinaires de Classe D par rapport au nombre d'Actions de Classe D détenues par chaque détenteur, jusqu'à ce que les Actionnaires Ordinaires de Classe D aient reçu un montant total des Distributions, égal au produit des (i) Distributions Totales faites par rapport aux Titres de Classe A, Actions Ordinaires de Classe B et aux Actions Ordinaires de Classe C multipliées par (ii) une fraction dont le numérateur est le nombre total des Actions Ordinaires de Classe D existantes à la date de la Distribution en question et le dénominateur le nombre total des Titres de Classe A, des Actions Ordinaires de Classe B et des Actions Ordinaires de Classe C existantes à la date de la Distribution en question. Ensuite, les Détenteurs des Titres de Classe A, les Actionnaires Ordinaires de Classe B, les Actionnaires Ordinaires de Classe C, les Actionnaires Ordinaires de Classe D et les détenteurs des Actions de Commandité sont en droit de recevoir ou de se faire allouer, le cas échéant, toutes les Distributions effectuées par la Société concernant ses Actions Ordinaires et ses Actions de Commandité sur une base pari passu, et ces Distributions seront allouées sur une base pro rata par rapport au nombre de Titres de Classe A, d'Actions Ordinaires de Classe B, d'Actions Ordinaires de Classe C, d'Actions Ordinaires de Classe D et d'Actions de Commandité détenus par chaque détenteur.

6.10. Droits de Liquidation.

En cas de liquidation, après paiement de toutes les dettes et du passif de la Société, les actifs restants de la Société seront distribués aux actionnaires conformément aux dispositions de l'Article 6.9 ci-dessus. Ni une fusion ou une consolidation de la Société en ou avec une ou plusieurs autres entités, ni une fusion ou consolidation d'une ou plusieurs autres entités en ou avec la Société, ni une vente, un transfert, une location ou un échange (contre espèces, titres ou autre contrepartie) d'une partie ou de tous les actifs de la Société ne sera considérée comme une liquidation au sens de cet Article 6.10, à moins que cette fusion, consolidation, vente, transfert, location ou échange soit en relation avec ou dans l'intention d'un plan de liquidation complète ou d'une dissolution de la Société.

6.11. Capital Autorisé.

En plus du capital souscrit, la Société a un capital autorisé de trois cent soixante-quinze millions de livres sterling (GBP 375.000.000) représenté par cinq milliards (5.000.000.000) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune dont soixante-trois mille sept cent trente-sept (63.737) Actions Ordinaires de Classe A seront réservés à être émis suite à l'exercice d'un Warrant conformément au Contrat de Warrant, neuf cent millions (900.000.000) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune, huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune et huit cent millions (800.000.000) Actions Ordinaires de Classe D ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune, ayant une valeur nominale de cinq pence (GBP 0.05) chacune.

Pendant une période de cinq (5) ans à partir de la publication de la résolution des actionnaires de créer le capital autorisé dans la Gazette Officielle du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, le Gérant est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit en faisant émettre par la Société des actions nouvelles dans les limites du capital autorisé. Ces actions nouvelles peuvent être souscrites et émises suivant les conditions que le Gérant pourra déterminer à sa seule discrétion, surtout en ce qui concerne la souscription et le paiement des actions nouvelles à souscrire et à émettre, ainsi que déterminer la date et le nombre des actions nouvelles à souscrire et à émettre,

déterminer si les actions nouvelles doivent être émises avec ou sans prime d'émission, déterminer dans quelles limites le paiement des actions nouvelles sera admissible en numéraire ou en nature. À moins que les actionnaires n'aient convenu autrement, lorsque le Gérant réalise le capital autorisé entièrement ou en partie, il est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux actionnaires existants. Le Gérant pourra déléguer à tout administrateur ou employé de la Société dûment autorisé ou à tout autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour les actions nouvelles correspondant entièrement ou en partie au montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit réalisée dans la forme légale requise par le Gérant, le présent article sera modifié en conséquence.

6.12. Modification du Capital Souscrit et du Capital Autorisé.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires, votant aux mêmes conditions de quorum que pour la modification des présents Statuts.

Art. 7. Actions, Registre d'Actionnaires et Transferts d'Actions

7.1. Registre d'Actionnaires.

Les actions sont et resteront des actions nominatives. Un registre des actionnaires qui pourra être examiné par tout actionnaire sera tenu au siège social. Le registre indiquera la désignation précise de tout actionnaire et l'indication du nombre d'actions détenues, la libération des actions ainsi que les transferts d'actions et les dates y relatives. Tout actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se prévaloir de la dernière adresse ainsi communiquée. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires et signés par le Gérant seront délivrés aux actionnaires sur demande de ces derniers.

7.2. Propriété des Actions.

La propriété des actions nominatives résulte de l'inscription au registre des actionnaires. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'action.

7.3. Transfert des Actions.

(a) Déclaration de Transfert. Le transfert d'actions sera opéré par une déclaration de transfert enregistrée dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Le transfert des actions pourra également être fait conformément aux règles de cession de créances décrites dans l'article 1690 du code civil luxembourgeois. Par ailleurs, la Société pourra accepter et enregistrer dans le registre des actionnaires tout transfert auquel est référé dans toute correspondance ou autre document présentant le consentement du cédant et du cessionnaire.

(b) Limitations de Transfert de Titres. Avant le dixième anniversaire de la Date d'Achat ou durant une période plus courte conforme à la loi applicable, les actionnaires de la Société ne pourront pas valablement transférer les actions émises par la Société, sans l'approbation écrite préalable du Gérant, sauf stipulation contraire prévue au présent Article 7.3.

(c) Transferts autorisés. Les restrictions exposées dans le présent Article 7.3 ne s'appliqueront pas (i) au Transfert de Titres par un porteur aux Cessionnaires Autorisés de ce porteur, après la remise au Gérant d'une notification écrite relative à ce Transfert ou (ii) au Transfert de Titres conformément à tout accord conclu entre la Société et le porteur des Titres correspondants; à condition que les restrictions visées dans cet Article 7.3 continuent à s'appliquer à toute Action Ordinaire détenue par un Cessionnaire Autorisé; et à la condition supplémentaire que toute Action Ordinaire transférée conformément à cet Article 7.3(c) au Cessionnaire Autorisé d'un cédant, soit retournée rapidement au cédant lorsque ce cessionnaire cessera d'être un Affilié ou un membre du Groupe Familial du cédant.

(d) Transfert. Pour les besoins de cet Article, «Transfert» ou «transfert» signifie toute transaction, que ce soit volontaire ou involontaire ou par un mécanisme de la loi, aboutissant au transfert de la propriété, nue propriété, usufruit ou de tout droit attaché aux actions émises par la Société (y compris tout droit de vote ou droit aux dividendes) à une personne autre que la Société elle-même, que ce soit un actionnaire de la Société ou non, par tout moyen (y compris, sans limitation, don, apport partiel d'actifs, fusion, scission, vente, cession, gages ou toute autre forme de transfert, remise ou disposition de tout intérêt légal ou économique dans les actions, ainsi que toute combinaison de telles méthodes de transfert de propriété. Les actions sont et resteront nominatives.

(e) Transfert de l'Action de Commandité. L(es) Action(s) de Commandité détenue(s) par le Gérant n'est pas transférable, sauf à un Gérant successeur devant être nommé conformément à l'Article 9.

(f) Transferts en violation de ces Statuts. Tout Transfert ou tentative de Transfert de tout Titre en violation avec une disposition de ces Statuts est nul et non avenu, et la Société ne devra pas donner effet à un tel Transfert ni enregistrer un tel Transfert dans ses livres ou traiter un soi-disant cessionnaire de tels Titres comme le propriétaire de tels Titres pour quelques motifs que ce soit.

Chapter III - Gérance

Art. 8. Le Commandité. La Société sera administrée par Toulouse Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en sa capacité d'associé commandité unique et de gérant de la Société (ci dénommé le «Gérant»). Les autres actionnaires ne devront ni participer ni interférer avec la gérance de la

Société. En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le conseil de surveillance, suivant l'Article 11, nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les 15 jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société.

Art. 9. Pouvoirs du Gérant

9.1. Pouvoirs généraux.

Le Gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance de la Société appartiennent au Gérant.

9.2. Exécution des pouvoirs.

Le Gérant doit agir de bonne foi et dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires, et s'efforcer, dans la limite du raisonnable, d'exécuter tout droit accordé, et doit faire en sorte que la Société respecte toute restrictions ou obligations lui étant imposées, à la Société conformément à tout pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu périodiquement entre la Société et l'un de ses détenteur de titres à tout moment.

9.3. Révocation du Gérant par les détenteurs d'Actions Ordinaires.

Dans le cas où, selon l'avis raisonnable des détenteurs d'Actions Ordinaires le Gérant n'a pas rempli ses obligations envers la Société et les actionnaires, selon l'Article 9.2, les actionnaires, agissant suite à un vote affirmatif résultant d'une assemblée dûment convoquée des actionnaires conformément aux conditions de quorum et de majorité requises en matière de modification des Statuts, pourront révoquer le Gérant et le remplacer par un nouveau Gérant dont la nomination devra être approuvée par un vote affirmatif pris dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que mentionnées ci-dessus.

Art. 10. Tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant ou par la signature de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant, à sa seule discrétion.

Chapter IV - Surveillance

Art. 11. Conseil de Surveillance

11.1. Membres du Conseil de Surveillance.

Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un Conseil de Surveillance (le «Conseil de Surveillance») composé d'au moins trois membres, qui n'ont pas besoin d'être des actionnaires. Pour mener à bien ses fonctions de surveillance, le Conseil de Surveillance a les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, conformément à l'article 62 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifiée. Le Conseil de Surveillance peut être consulté par le Gérant sur toutes les matières que le Gérant déterminera, et pourra autoriser les actes du Gérant qui, selon la loi, les règlements ou les présents statuts, excèdent les pouvoirs du Gérant. Le conseil de surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période d'un (1) an et devra rester en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans cause légitime, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil de Surveillance peut élire un de ses membres comme président.

11.2. Réunions du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son président ou par le Gérant. Une réunion du Conseil de Surveillance devra se tenir à la demande de l'un de ses membres.

11.3. Notifications.

Une notification écrite de toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature des circonstances constitutives de l'urgence sera contenue dans la convocation. La convocation doit mentionner le lieu et l'agenda de la réunion. Cette convocation peut faire l'objet d'une renonciation par écrit, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Il ne sera pas nécessaire d'établir des convocations spéciales pour des réunions qui seront tenues à des dates et lieux prévus par un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance.

11.4. Présidence.

Le président du Conseil de Surveillance préside toutes les réunions du conseil, mais en son absence le Conseil de Surveillance nommera un autre membre du Conseil de Surveillance comme président pro tempore par un vote de la majorité des personnes présentes. Chaque membre peut agir lors de toute réunion en nommant par écrit, par télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour le représenter, une copie étant suffisante. Un membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

11.5. Résolutions.

Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

11.6. Procès-verbaux.

Les résolutions du Conseil de Surveillance sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou deux membres.

11.7. Décisions Écrites - Conférence Téléphonique.

Les décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance ont le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du conseil; chaque membre doit approuver une telle décision par écrit, télégramme, télex, télécopie ou tout autre mode de communication analogue, une copie étant suffisante. Tous les documents constitueront l'acte qui prouvera qu'une telle décision a été adoptée. Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à toute réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication analogue permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres. La telle participation à une réunion équivaut à une participation en personne à cette réunion.

11.8. Responsabilité.

Aucun membre du Conseil de Surveillance ne contracte, en raison de sa position, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris régulièrement par les membres du Conseil de Surveillance au nom de la Société. Ce sont de simples agents autorisés et par conséquent ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

11.9. Indemnité.

(a) Indemnité. La Société pourra indemniser, de la manière la plus large permise par la loi, tout membre du Conseil de Surveillance et ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tout procès auxquels il aura été partie en sa qualité de membre du Conseil de Surveillance de la Société et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareilles actions ou procès il serait finalement condamné pour négligence grave; en cas de transaction extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil du fait que le membre du Conseil de Surveillance en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Ce droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il pourrait prétendre.

(b) Dépenses. La Société paiera les dépenses occasionnées par toute personne indemnisable en relation avec tout procès avant la décision finale, pourvu que la Société reçoive un engagement écrit et légalement liant par cette personne de repayer l'ensemble de la somme avancée si après décision finale, cette personne n'a pas droit à une indemnisation. La fin de toute action, procès ou procédure de jugement, ordre, accord amiable, condamnation, ou défense nolo contendere ou son équivalent, ne doit pas en soit créer une présomption que la personne à indemniser n'a pas satisfait au modèle de conduite lui donnant droit à indemnisation. La Société doit payer en espèces cette personne à indemniser un montant égal au montant total de l'indemnisation, rapidement après notification d'une obligation d'indemniser émanant de la personne à indemniser, appuyé par toute information raisonnablement requise par la Société.

11.10. Conflits.

Aucune convention ou autre transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou entreprises pourra être affectée ou annulée par le fait que le Gérant ou un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir du Gérant auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou entreprise ou par le fait qu'ils seraient administrateurs, associés, directeurs ou employés de cette autre société ou entreprise. L'administrateur ou le directeur du Gérant qui est administrateur, directeur ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires ne sera pas, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en toutes matières relatives à de pareils contrats ou pareilles affaires.

Chapter V - Assemblée générale des Actionnaires

Art. 12. Réunion des Actionnaires

12.1. Pouvoirs.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve que, sauf si les présents Statuts en disposent autrement, une résolution ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par le Gérant. L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le Gérant de sa propre initiative ou sur demande du Conseil de Surveillance.

12.2. Lieu, Moment.

L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le quatrième lundi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant. D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation. Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées par un avis indiquant l'ordre du jour, envoyé par le Gérant par courrier recommandé, au moins huit (8) jours avant l'assemblée générale, à chacun des actionnaires de la Société, et à l'adresse inscrite dans le registre des actions nominatives.

12.3. Vote.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme son mandataire, par lettre, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen, une copie étant suffisante. Les conditions de quorum et de majorité requis par la loi régleront la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents statuts. Le Gérant peut déterminer toute autre condition à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires. Si l'ensemble des actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, alors l'assemblée pourra être tenue sans avis ou publication préalable.

Chapter VI - Exercice social - Bilan

Art. 13. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.

Art. 14. Bilan. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit. L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du Gérant, déterminera la façon de disposer du restant des bénéfices nets annuels. Des dividendes intérimaires pourront être distribués en observant les conditions légales.

Chapter VII - Liquidation et modification des statuts

Art. 15. Modification. Les présents Statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, à moins que les présents Statuts n'en disposent autrement.

Art. 16. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) procéderont à la liquidation. Le(s) liquidateur(s) sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale qui a décidé la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs ainsi que leurs émoluments.

Chapter VIII - Définitions

Art. 17. Définitions. Au sens de ces Statuts:

«Affilié» ou «Affiliés» signifie, si utilisé en relation avec une Personne, toute autre Personne qui, directement ou indirectement, est Contrôlée ou est sous le Contrôle commun avec cette première Personne ou toute autre Personne qui détient, directement ou indirectement, un intérêt économique de plus de vingt pour cent (20%) dans cette première Personne, ou dans laquelle cette première Personne détient, directement ou indirectement, ou a un droit contractuel pour acquérir un intérêt économique de plus de vingt pour cent (20%). Tout fidéicommissaire ou toute personne désignée qui détient directement ou indirectement des Titres principalement pour les employés d'une partie aux présentes ou ses Affiliés sera considéré comme un Affilié de cette partie et tout associé d'une association sera considéré comme un Affilié de cette Association.

«Distributions Totales» signifie, en relation avec les Investisseurs VSS, à tout moment, le montant total de produits reçu par les Investisseurs VSS en relation avec les Titres VSS (à l'exclusion, pour éviter toute confusion, de tous les gains qui sont promptement utilisés après réception afin d'acquérir des Titres d'un autre détenteur de Titres).

«Statuts» signifie les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre.

«Jour Ouvrable» signifie tout jour (autre que samedi ou dimanche) pendant lequel les banques sont généralement ouvertes pour une activité bancaire normale à Londres, Royaume-Uni, et Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

«Option d'Achat» a la signification prévue à l'Article 6.8(a).

«Notification d'Option d'Achat» a la signification prévue à l'Article 6.8(d).

«Période d'Exercice d'une Option d'Achat» a la signification prévue à l'Article 6.8(d).

«Prix d'Option d'Achat» désigne:

(i) dans le cas d'un Départ Présumé:

(a) Coût Initial des Titres à Cliquet;

(b) Juste Valeur Marchande de tout Titre de Co-Investissement; et

(c) pour tous autres Titres d'Employé, (I) le prix le moins élevé (x) du Coût Initial et (y) de la Juste Valeur Marchande ou (II) dans le cas où l'emploi de l'Employé est terminé Sans Raison, la Juste Valeur Marchande; et

(ii) dans le cas d'un Départ Tardif:

(a) Coût Initial des Titres à Cliquet; et

(b) Juste Valeur Marchande de tout autre Titre d'Employé.

à condition que, dans tous les cas où l'emploi ou les services de conseil d'un Employé sont terminés pour Cause, le Prix d'Option d'Achat pour tous ces Titres d'Employés (y compris les Titres de Co-Investissement) sera le prix le moins élevé du Coût Initial et de la Juste Valeur Marchande.

«Auteur de l'Option d'Achat» signifie toute Personne qui exerce son droit d'acheter des Titres d'Employé dans le cadre d'une Option d'Achat.

«Cause» signifie pour toute Personne (i) une fraude ou un détournement substantiel commis envers les affaires ou les biens de la Société ou d'une de ses Filiales, (ii) la perpétration d'un crime comportant une turpitude morale ou la perpétration de tout autre acte ou l'omission comportant une malhonnêteté ou fraude ou la perpétration de tout acte constituant une violation grave des règles matérielles de la Société ou d'une de ses Filiales qui interdisent toute conduite d'un degré similaire en nature à ce qui précède (tel que la discrimination, le harcèlement, abus de biens, etc.), (iii) le refus persistant d'accepter de coopérer avec les tâches et initiatives attribuées à l'Employé par la Société ou un de ses Filiales qui sont cohérentes avec les devoirs d'un agent d'une société de taille similaire et ayant une activité similaire à celle de la Société ou de sa Filiale, lesquelles tâches et initiatives ne violent aucune loi applicable ou condition du contrat de travail de l'employé, pendant une période de quinze jours à compter de la réception d'une notification écrite de l'Employé de son refus, (iv) une négligence grave ou une faute intentionnelle commise envers la Société ou une de ses Filiales, (v) toute violation intentionnelle ou par négligence des Sections 4, 6, 8, 10 et 11 de tout Contrat de Souscription de Titres auquel cet Employé peut être partie ou (vi) toute violation substantielle de tout contrat de travail ou autre contrat de services pouvant être conclu entre la Société ou une de ses Filiales et l'Employé.

«CEO» désigne le chief executive officer de la Cible.

«Président» désigne le président du conseil d'administration de Toulouse UK Topco Limited.

«Titres de Co-Investissement» désigne, par rapport aux Titres d'Employé de tout Employé, trente-trois pour cent (33%), par nombre des PECs et Actions Ordinaires de Classe A détenus par cet Employé ou ses Cessionnaires Autorisés.

«Actions Ordinaires de Classe A» désigne les actions ordinaires de classe A de la Société.

«Actionnaires Ordinaires de Classe A» désigne les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe A.

«Titres de Classe A» désigne les CPECs et les Actions Ordinaires de Classe A et «Titre de Classe A» désigne chacune d'entre eux.

«Détenteurs des Titres de Classe A» désigne les détenteurs des Titres de Classe A.

«Actions Ordinaires de Classe B» signifie les actions ordinaires de classe B de la Société.

«Actionnaires Ordinaires de Classe B» signifie les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe B.

«Actions Ordinaires de Classe C» signifie les actions ordinaires de classe C de la Société.

«Actionnaires Ordinaires de Classe C» signifie les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe C.

«Actions Ordinaires de Classe D» signifie les actions ordinaires de classe D de la Société.

«Actionnaires Ordinaires de Classe D» signifie les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe D.

«Date de Clôture» signifie le 20 février 2008.

«Société» a la signification prévue à l'Article 1^{er}.

«Contrôle» signifie, si utilisé en relation avec une Personne, le pouvoir de gérer ou de diriger cette Personne, ou de nommer les organes de gérance et de direction de cette Personne, ou une majorité des membres de ceux-ci lorsqu'ils décident collectivement, que ce soit par la propriété de titres conférant un droit de vote, par contrat ou autrement (en ce sens, une société en commandite par actions sera réputée être Contrôlée par son associé commandité).

«CPECs» signifie les Séries 1 convertible preferred equity certificates émis par la Société de temps à autre et, si applicable, toutes autres séries additionnelles de convertible preferred equity certificates dûment autorisés et émis par la Société de temps à autre.

«Date d'Émission» signifie pour tout Titre, la date à laquelle ce Titre est émis par la Société.

«Distribution» signifie chaque distribution faite par la Société aux détenteurs de Titres, que ce soit en espèces, propriété ou titres de la Société, que cela soit sous forme de dividende, de distribution liquidative, recapitalisation ou autre; en autant qu'aucun des suivants ne soit une Distribution; (a) toute rédemption ou rachat par la Société d'Actions Ordinaires détenues par un Employé ou un ancien Employé ou un Cessionnaire Autorisé de cette Personne lors du ou suivant le licenciement de cet Employé de la Société ou une de ses Filiales, ou (b) toute recapitalisation ou échange d'actions, ou subdivision (par fractionnement d'actions, dividende in specie ou autre) ou consolidation d'actions, dans chaque cas comprenant seulement la réception de titre en échange ou en considération avec une telle recapitalisation, subdivision ou combinaison, à condition que cette clause (b) ne sera pas applicable à tout échange de Titres en titres de capital de toute Personne qui n'est pas un Affilié de la Société ou d'une de ses Filiales ou un Cessionnaire Autorisé d'un Détenteur de Titres.

«Départ Prématgré» désigne tout Employé pour qui la Date de Départ arrive à tout moment autre que prévu dans la définition d'un Départ Tardif.

«Employé» signifie (i) toute Personne physique employée par ou partie à un contrat de conseil avec la Société ou une de ses Filiales et Affiliés ou, si cette Personne n'est pas autrement employée par ou ne fournit pas autrement des services de conseil à la Société ou ses Filiales et Affiliés, nommée pour une fonction (tel que le Président) en rapport avec la Société et ses Affiliés et (ii) tout détenteur de Titres d'Employé dont seulement un Employé ou des membres du Groupe Familial sont les bénéficiaires économiques.

«Titres d'Employé» signifie (i) tous les titres directement ou indirectement souscrits, achetés, ou émis à un Employé ou son Cessionnaire Autorisé, et (ii) tous autres Titres de la Société détenus par tout Employé ou ses Cessionnaires Autorisés, et (iii) tous Titres émis ou à émettre directement ou indirectement en relation avec les Titres mentionnés dans la clause (i) et (ii) ci-dessus par voie de dividende ou de partage ou en relation avec une combinaison de titres, recapitalisation, fusion, consolidation ou autre réorganisation incluant un changement de structure financière ou échange, malgré tout transfert ou cession subséquent à d'autres détenteurs. Ces Titres d'Employé continueront d'être des Titres d'Employé dans les mains de tout détenteur autre qu'un Employé ou son Cessionnaire Autorisé (sauf pour la Société, les Investisseurs VSS et les cessionnaires dans une Vente Publique), et sauf clause contraire dans les présents Statuts, chaque autre détenteur de Titres d'Employé succèdera dans tous les droits et obligations à un Employé ou son Cessionnaire Autorisé comme détenteur des Titres d'Employé concerné.

«Juste Valeur Marchande» signifie, par rapport à tout Titre ou Titres, la quote-part des produits nets que le titulaire de ce(s) Titre(s) serait habilité à recevoir relativement à une distribution de liquidation hypothétique de la Société, si les produits cumulés à distribuer sont égaux aux produits nets suite à une vente hypothétique des actifs de la Société à leur juste valeur marchande (tel que déterminée par un contrat entre le Gérant et le CEO (au nom des Employés) ou, en cas d'absence de contrat entre eux dans les 20 Jours Ouvrables, par PricewaterhouseCoopers), et les produits à distribuer sont alloués conformément aux termes et conditions des Titres émis de la Société et aux Statuts.

«Groupe Familial» signifie pour une Personne physique, les parents de cette Personne (que ce soit naturellement ou par adoption), l'époux/épouse (tant que cette Personne reste l'époux/épouse de cet Employé) et les descendants (qu'ils soient naturels ou adoptés) et tout trust (résultant soit d'une décision inter vivos, d'une disposition testamentaire ou intestat) bénéficiant uniquement à la Personne et/ou aux parents, à l'époux/épouse et/ou aux descendants de la Personne.

«Départ Tardif» renvoie à tout Employé (i) à l'égard duquel la Date de Fin tombe sur toute date après le troisième anniversaire de la première date à laquelle cet Employé a souscrit ou acquis des Titres d'Employé de cet Employé, et (ii) qui été employé de manière continue par ou autrement engagé dans un relation de service avec la Société ou l'une de ses Filiales à partir de la date la première souscription ou acquisition jusqu'à la Date de Départ.

«Gérant» a la signification décrite à l'Article 8.

«Action(s) de Commandité» désigne les actions de commandité émis par la Société de temps à autre.

«Nouvel Employé» désigne tout Employé employé par la Société ou une de ses Filiales qui n'est pas détenteur de Titres d'Employé à la Date de Clôture.

«Nouvel Investisseur» désigne toute Personne qui acquerra des Titres suite à la Vente de la Société ou par une Offre Publique ou Vente Publique.

«Newco» en relation avec une Offre Publique ou une Vente Publique, signifie une société anonyme (S.A.) régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg en laquelle la Société est convertie pour les besoins de l'Offre Publique ou de la Vente Publique.

«Actionnaires Ordinaires» désigne les détenteurs d'Actions Ordinaires de la Société.

«Actions Ordinaires» désigne les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B, les Actions Ordinaires de Classe C et les Actions Ordinaires de Classe D.

«Coût Initial» signifie, à l'égard de tout Titre ou Titres, le prix de souscription total (y compris, pour éviter toute confusion, toute allocation au capital social et /ou à la prime d'émission et/ou tout autre compte de réserve) payé à la Société par le souscripteur au moment de l'émission du Titre ou des Titres par la Société.

«PECs» signifie les Séries 1 preferred equity certificates émis par la Société de temps à autre et, si applicable, toutes autres séries additionnelles de preferred equity certificates dûment autorisés et émis par la Société de temps à autre.

«Cessionnaires Autorisés» signifie (i) dans le cas de tout détenteur d'actions qui est une Personne physique, les détenteurs de Titres transférées conformément aux lois applicables à la succession et à la distribution, ou faisant partie du Groupe Familial de la Personne et (ii) dans le cas de toute autre Personne, les détenteurs d'actions transférées parmi ses Affiliés.

«Personne» signifie un individu, une société de personnes, une entreprise, une société à responsabilité limitée (limited liability company), une société anonyme (joint stock company), un trust, une entreprise commune (joint venture), une organisation n'ayant pas la personnalité juridique et une entité gouvernementale ou un département, agence ou subdivision politique de cette entité.

«Offre Publique» désigne une offre publique et une vente de titres de participation de la Société, d'une Newco ou d'une Filiale de la Société, selon le cas, suite à un enregistrement effectif ou une cotation effective ou une qualification sur un marché des valeurs réglementé ou un marché public pour titres de participation, conformément aux dispositions applicables.

«Vente Publique» désigne une Offre Publique ou toute vente de titres de participation de la Société, d'une Newco ou d'une Filiale de la Société, selon le cas, par un courtier, négociant ou teneur de marché conformément à la réglementation des titres de la juridiction concernée.

«Titres à Cliquet» désigne les Actions Ordinaires de Classe B, les Actions Ordinaires de Classe C et les Actions Ordinaires de Classe D.

«Vente de la Société» désigne une vente de bonne foi, aux conditions du marché, à une Personne qui n'est pas Affilié ou un groupe de Personnes qui ne sont pas Affiliés, de la Société impliquant (i) une vente d'actifs conformément à laquelle cette partie ou ces parties acquiert(èrent) tous ou de façon substantielle les actifs de la Société et de ses Filiales sur une base consolidée par une transaction ou une série de transactions liées entre elles; (ii) toute vente de tous ou substantiellement tous les Titres par une transaction ou une série de transactions liées entre elles; ou (iii) une fusion ou consolidation qui aboutit à une des transactions précédentes.

«Titres» signifie tous les titres de la Société dûment autorisés et émis, incluant, mais pas limitativement, tous les actions, tous les PECs et tous les CPECs.

«Détenteur de Titres» désigne toute Personne qui détient des Titres.

«Filiale» ou «Filiales» signifie, relativement à tout Personne, toute autre(s) Personne(s) dont une majorité de tous les droits de vote des actions ou d'autres parts d'intérêt habilitées à voter (sans tenir compte de la survenance de toute éventualité) lors de la désignation des administrateurs, commandités ou fidéicommissaires de cette société est à ce moment détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, par une telle Personne ou par une ou plusieurs de ses autres Filiales ou une combinaison de ces éléments. Pour ces raisons, une Personne ou des Personnes est ou sont considérée(s) comme possédant une majorité des actions d'une société à responsabilité limitée, société de personnes, association ou toute autre entreprise, si les profits ou les pertes de la société à responsabilité limitée, société de personnes, association ou toute autre entreprise seront attribués à cette Personne ou ces Personnes ou si cette Personne ou ces Personnes Contrôle une telle entité.

«Conseil de Surveillance» a la signification prévue à l'Article 11.1.

«Cible» signifie Clarion Events Holding Limited, une private limited company constituée en Angleterre sous le numéro d'immatriculation 5170525.

«Date de Départ» a la signification prévue à l'Article 6.8(a).

«Notification de Départ» a la signification prévue à l'Article 6.8(a).

«Rendement de Tranche I» désigne l'événement qui se produit en premier de: (i) un montant des Distributions Totales par rapport aux PECs détenus par VSS Investisseurs égal au Coût Initial augmenté de tous les rendements accrus mais non-payés sur ces PECs à la date de ces distributions reçu par les Investisseurs VSS avant le 31 décembre 2010; ou (ii) un montant des Distributions Totales reçu par les Investisseurs VSS égal à 2,5 fois le montant total investi par les Investisseurs VSS pour la souscription des Titres VSS.

«Rendement de Tranche II» désigne un montant des Distributions Totales reçu par les Investisseurs VSS égal à trois (3) fois le montant total investi par les Investisseurs pour la souscription des Titres VSS.

«Rendement de Tranche III» désigne un montant des Distributions Totales reçu par les Investisseurs VSS égal à 3,5 fois le montant total investi par les Investisseurs pour la souscription des Titres VSS.

«Transfert» ou «transfert» a la signification prévue à l'Article 7.3(d).

«Fonds VSS» désigne VSS Communications Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel II Partners IV, L.P. et VSS IV SBD, L.L.C. et tout Affilié de ces sociétés et «Fonds VSS» désigne plusieurs d'entre eux.

«Investisseur VSS» signifie VSS Communications Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel Partners IV, L.P., VSS Communications Parallel II Partners IV, L.P. et VSS IV SBS, L.L.C. et tout cessionnaire ou bénéficiaire de tout intérêt dans la Société directement par chacun d'eux. «Investisseurs VSS» signifie plusieurs d'entre eux.

«Titres VSS» signifie (i) tous les titres (y compris PECs et CPECs) émis par la Société aux Investisseurs VSS, (ii) tout autre titre de la Société détenu par les Investisseurs VSS, et (iii) tout titre émis ou à émettre directement ou indirectement conformément aux titres mentionnés dans les clauses (i) ou (ii) ci-dessus par voie de dividende ou fraction ou en connexion avec une combinaison de titres, recapitalisation, fusion, consolidation ou autre réorganisation comprenant un recapitalisation ou échange, malgré tout transfert subséquent ou cession à d'autres détenteurs. De tels Titres doivent continuer à être des Titres VSS dans les mains de n'importe quel détenteur subséquent ou futur (à l'exception de la Société et des cessionnaires dans une Vente Publique).

«Sans Raison» désigne le licenciement d'un Employé par ou à la discrétion des Investisseurs VSS ou une de leurs Affiliés (ne pas comprenant la Société et ses Filiales) principalement pour des raisons qui ne sont pas liées aux performances de l'Employé ou sa forme physique ou son aptitude de remplir ses fonctions dans la Société et/ou ses Filiales.

«Rendement» signifie, par rapport à un PEC, le montant accru sur ce PEC conformément aux termes et conditions selon lesquels ce PEC a été émis (y compris, pour éviter toute confusion, tout rendement accru non-payé).

«Warrants» désigne les warrants pour acquérir les Actions Ordinaires de Classe A émises conformément au Contrat de Warrant.

«Contrat de Warrant» désigne l'instrument selon lequel la Société émet des Warrants pour acquérir des Actions Ordinaires de Classe A.

Chapter IX - Dispositions finales et Loi applicable

Art. 18. Divers. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ dix mille euro (EUR 10.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par leur noms, prénoms usuels, états civils et demeures, les comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: N. SCHMIDT-TROJE, F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 février 2008, Relation: LAC/2008/7761. — Reçu cinq mille cent cinquante-neuf euros et soixante-seize cents (5.159,76. - €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 mars 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008060956/211/1780.

(080067551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Immobilière N. Arend S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 29.581.

Réquisition modificative du proces-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 16 avril 2008

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 avril 2008 les associés ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

Madame Sylvie Winkin-Hansen est nommée gérante de la société IMMOBILIERE N. AREND S.A R.L. pour une durée indéterminée.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances.

N. AREND

Associé-gérant

Référence de publication: 2008060841/8537/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2008, réf. LSO-CP09686. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.084.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.425.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévu par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés pour la période du 14 septembre 2005 (date de constitution) au 31 décembre 2006 de sa société mère, World Power Holdings, L.P., ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2008.

Référence de publication: 2008057715/581/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP01938. - Reçu 46,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080054078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2008.
